

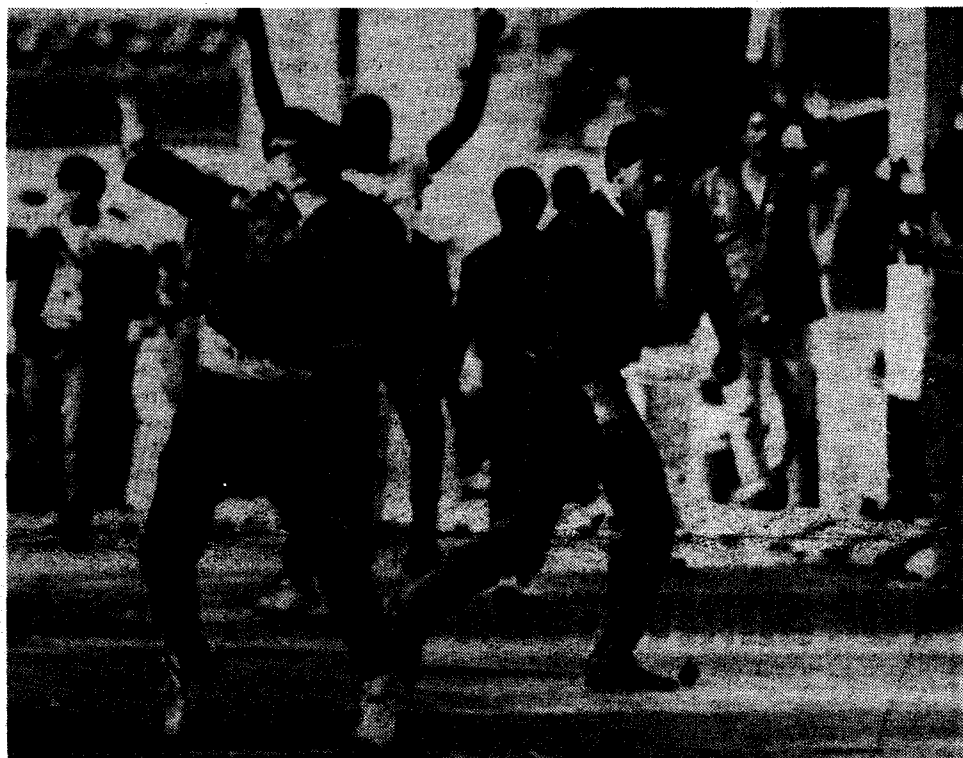
## De la bande de Gaza à la Cisjordanie et à Jérusalem

# La révolte palestinienne défie l'Etat sioniste

Jour après jour, dans la bande de Gaza, des soldats israéliens tirent à balles réelles sur des groupes d'adolescents palestiniens sans défense: ces scènes de sauvagerie raciste ne peuvent qu'évoquer les tueurs de l'apartheid qui abattent des écoliers noirs à Soweto et les SS de Hitler écrasant les combattants juifs du ghetto de Varsovie. Depuis 20 ans qu'Israël a conquis le plateau du Golan, la Cisjordanie et la bande de Gaza, la population arabe palestinienne de ces régions subit ce que les occupants sionistes eux-mêmes appellent un régime de "main de fer". La minuscule bande de Gaza est depuis 40 ans un gigantesque camp de réfugiés, où s'entassent 650 000 personnes officiellement "apatrides" — un des endroits du monde où la densité de population est la plus forte. Ces Palestiniens, réduits à vivre comme dans des camps de concentration, oubliés par le reste du monde, rejetés par leurs voisins arabes, privés de leurs droits naturels, se sont révoltés, poussés par la colère et le désespoir. "Venez nous tuer ou partez!", criaient les manifestants aux soldats sionistes.



SIPA



AP

Les jeunes Palestiniens de Gaza affrontent les mains nues les forces d'occupation israéliennes.

La répression meurtrière de l'armée n'a pas maté cette rébellion du désespoir, mais l'a au contraire attisée. Le 21 décembre dernier, l'Etat-forteresse sioniste a été frappé de l'intérieur quand, pour la première fois, les 170 000 Palestiniens arabes vivant en Israël ont rejoint dans une grève générale de 24 heures les 100 000 travailleurs frontaliers des territoires occupés. Le *New York Times* du 22 décembre 1987 écrit: "La grande majorité des travailleurs arabes qui

sont serveurs, ramasseurs de légumes, éboueurs, maçons et accomplissent la plupart des emplois sous-qualifiés en Israël, sont restés chez eux." Israël n'a pas connu de crise intérieure de cette ampleur depuis 1982 et l'invasion du Liban dont la sauvagerie avait indigné une couche significative de la société juive israélienne. Même des commentateurs de l'*Establishment* sioniste comme Yehuda Litani, le

spécialiste des "affaires arabes" du quotidien *Jerusalem Post*, parlent des "premières étapes d'un soulèvement civil".

Toutes les fractions antagonistes du gouvernement de coalition "travailliste"-Likoud sont d'accord pour noyer cette rébellion dans le sang. (Ce qu'on appelle le "parti travailliste" n'est en rien une formation politique ouvrière mais plutôt un cartel de

partis sionistes bourgeois.) Les éléments qui réclament l'expulsion par la force de la population arabe se sont emparés de la rébellion de Gaza, et de la grève des Arabes citoyens israéliens pour crier plus fort leurs exigences. Certains secteurs des cercles dirigeants sionistes réclament aussi une guerre avec la Syrie, pays bien armé et soutenu par les Soviétiques, *Suite page 6*

## Le Pen éjecté de Martinique et de Guadeloupe

# Salut aux antifascistes antillais!

Ce matin du 7 décembre 1987, c'est un Le Pen défait et hagard qui a traversé le hall de l'aéroport d'Orly. Parti 24 heures plus tôt répandre ses appels au meurtre raciste en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane, le *Führer* du Front national n'a pas pu seulement y poser le pied. A l'appel de plusieurs syndicats et organisations ouvrières

et indépendantistes, des mobilisations massives l'ont obligé à rebrousser chemin, la queue entre les jambes. C'est une victoire importante pour tous les ennemis de la barbarie fasciste. Salut et bravo aux antifascistes antillais!

Dès son départ pour la Martinique, tout avait mal commencé pour Le Pen. 184 des 190 employés de l'hôtel Méridien avaient décidé de se mettre en grève si le chef fasciste et les 40 individus de sa "suite présidentielle" devaient occuper les chambres qu'ils y avaient réservées. Quelques heures plus tard, 3000 manifestants bloquaient les pistes de l'aéroport de Fort-de-France, obligeant l'avion de Le Pen à se dérouter sur la Guadeloupe. Mais l'aéroport de Pointe-à-

Pitre, où l'appareil s'était finalement échoué, était lui aussi occupé par un millier de manifestants, bien décidés à ne pas tolérer le débarquement de la délégation fasciste, qui n'en menait pas large.

Vert de trouille, Le Pen refusait maintenant de quitter le 747 immobilisé en bout de piste, malgré les exhortations de plusieurs émissaires de la préfecture. Impuissants, les nervis fascistes en étaient réduits à menacer les passagers, eux-mêmes de plus en plus exaspérés par la présence et la couardise de Le Pen. (D'après *Libération*, 8 décembre 1987, un homme d'une cinquantaine d'années s'écria même soudain: "Qu'on me donne un mousqueton! Moi, je vais le dessouder Le Pen,

j'ai fait l'Algérie!") Et à 6 heures 15, devant la détermination inflexible des manifestants, l'avion redécollait pour Paris.

3000 manifestants en Martinique, un millier en Guadeloupe, presque un habitant sur cent: l'ampleur de la mobilisation témoigne que la venue de Le Pen était une provocation insupportable pour les peuples colonisés des Antilles et de la Guyane "françaises". *La grande leçon de cette victoire, c'est que des mobilisations antifascistes de masse, combatives, déterminées, dans le cadre d'un front unique des organisations ouvrières et démocratiques, peuvent mettre en échec les provocations fascistes.*

*Suite page 14*

M 2651 - 79 - 4,00 F



3792651004007 00790

## Lettre

Le 7 juillet 1987

Camarades,

Je me suis abonné au *Bolchévik* l'année dernière à cette même époque.

Je pense donc que mon abonnement ne va pas tarder à s'achever. Bien que ne partageant pas votre ligne politique sur l'URSS, je tiens à m'abonner pour l'année 87/88.

Comme vous le savez, j'ai été exclu du PCI après 15 ans de militantisme. J'avais, vous vous en doutez, une vision assez méprisante de votre organisation.

Une lecture régulière de votre organe mensuel, ainsi qu'une discussion avec la camarade S. m'ont montré que vous êtes une organisation trotskyste, même si d'importantes divergences subsistent.

C'est à ce titre que je désire me réabonner car les divergences ne peuvent se résoudre si on ne connaît pas les positions politiques de l'organisation avec laquelle on débat (à l'inverse des méthodes dégueulasses du PCI qui remplace la discussion par l'invective ou la violence physique).

Une petite remarque: que pensez-vous de P. Juquin? Faites-vous un travail en sa direction? Quelle va être votre attitude en vue des présidentielles de 88?

Je vous joins naturellement un chèque de 30 francs pour l'abonnement.

En attendant de vous lire, je vous présente mes salutations communistes.

Richard

[...]

**Réponse du Bolchévik:** Depuis la formation de l'union de la gauche, l'"extrême gauche" en est devenue le servile agent électoral. Le 10 mai 81, elle a poussé un cri de vic-

toire. Aujourd'hui, le bilan est accablant et pour les directions réformistes du PS et du PCF, qui ont mené au gouvernement une politique anti-immigrés, antiouvrière et antisoviétique et qui ont fait le lit de la réaction, et pour leurs suivistes d'"extrême gauche". Et, moins de deux ans après, tous manoeuvrent pour une nouvelle alliance de collaboration de classe, dont le consensus anti-immigrés et antisoviétique formera la base... Nous seuls avons avancé, et y compris sur le terrain électoral, une politique d'opposition intransigeante à l'union de la gauche et à Mitterrand.

En ce qui concerne les tactiques électorales en général, elles doivent selon nous exprimer le principe marxiste fondamental de l'indépendance de classe. C'est pourquoi nous refusons de voter évidemment pour tout parti bourgeois, mais aussi pour des partis ouvriers réformistes membres de ce que l'on appelle un front populaire. Précisément parce que ce type d'alliance avec des partis ou politiciens bourgeois enchaîne le prolétariat à son ennemi de classe. On ne peut alors tracer la ligne de classe qu'en appelant les partis réformistes de masse à rompre avec leurs alliés bourgeois -- condition *minimum* à un éventuel soutien critique électoral. Contrairement à ce que prétendent nos opposants pseudo-trotskystes, les candidats des partis réformistes d'un front populaire ne se présentent plus en effet dans les élections en tant que représentants de partis ouvriers, mais en tant que représentants d'une alliance *bourgeoise*. Ils ont promis *par avance* de respecter loyalement le cadre et les limites fixés par leurs alliés bourgeois. C'est toujours la bourgeoisie qui politiquement tient les rênes d'un front populaire. Fabius en avouant cyniquement en janvier 86 qu'ils avaient fait au gouvernement "le sale boulot" pour la classe capitaliste montrait qu'il comprend cent fois mieux que tous les Krivine et Lambert réunis la fonction des fronts populaires!

Ce sont ces principes léninistes qui nous guident pour mai 88. Pas plus qu'en 81 nous n'appellerons à donner la moindre voix à un Mitterrand ou à un de ses pareils social-démocrates. Sans la moindre honte, ces gens persistent et signent, cherchant à étendre leur bloc front-populiste vers le "centre" pour reprendre leur politique antiouvrière au gouvernement.

Pour l'heure, le PCF est formellement indépendant de la bourgeoisie. Comme en 1979-80. Mais le problème se pose différemment. Alors, nous avons envisagé de voter Marchais -- jusqu'à ce que la direction du PCF donne en décembre 80 un gage à la bourgeoisie en envoyant un bulldozer contre un foyer d'immigrés à Vitry. Avant cette action raciste, le PCF avait fait de sa formule "Trois fois ça suffit!" (en référence aux fronts populaires de 36, 44 et 72) l'axe de sa campagne. Marchais se présentait comme le candidat anti-Giscard et anti-Mitterrand. (Rappelons que ce dernier l'avait rejeté dans le ghetto de la guerre froide.) Evidemment, la direction du PCF n'avait rien abandonné de sa stratégie front-populiste. Mais, jusqu'à Vitry, sa campagne aurait pu permettre aux ouvriers qui ne faisaient aucune confiance à Mitterrand d'exprimer avec un vote Marchais leur indépendance de classe. Un vote Lajoine ne permettrait rien de tel. A ce jour, la campagne du PCF est tout axée sur: Votez pour nous afin de nous donner un poids suffisant pour pouvoir entrer dans le nouveau front populaire... Par ailleurs, le PCF paie son passage au gouvernement d'une crise d'une ampleur sans précédent, avec notamment une base désespérée ayant un profond ressentiment contre ces cinq ans de "gauche" alors que sa direction n'a rien à proposer d'autre qu'une nouvelle union de la gauche! La tâche d'un groupe de propagande trotskyste est d'amplifier ses dénonciations de la politique réformiste et chauvine de la direction du PCF en refusant de lui accorder un quel-

conque soutien électoral. C'est la voie aujourd'hui pour arracher des griffes des Marchais les militants les plus conscients du PCF et les gagner à l'alternative révolutionnaire du trotskysme.

En ce qui concerne Juquin, nous avons expliqué dans de plus larges analyses (cf. le *Bolchévik* mars et avril 1987) que la politique des trotskystes doit viser à polariser les "rénovateurs" entre les proto-social-démocrates antisoviétiques à la Juquin et ces militants du PCF qui se veulent en fait à gauche de Marchais. Le soutien enthousiaste de la LCR -- au nom du "trotskysme" -- à sa nouvelle idole Juquin est largement responsable du fait que cette polarisation n'a pas eu lieu à ce jour. La candidature Juquin, derrière laquelle on ne peut voir aujourd'hui aucun mouvement, est en train de se résumer à une opération autour d'un homme qui cherche une place dans le futur front populaire en jouant le créneau des "déçus de la gauche" et des "nouvelles luttes" (étudiants, antiracisme, cheminots...).

Pas plus que pour Juquin nous ne pouvons appeler à ce jour à voter pour Lambert ou Laguiller. Il y a deux ans, nous avions apporté un soutien critique électoral à LO parce que son opposition au gouvernement alors de "gauche" et son refus de voter PS et PCF permettaient aux travailleurs d'exprimer leur volonté d'indépendance de classe. Mais ce qui suffisait alors -- en plein gouvernement de "gauche" -- est maintenant dépassé. La prose platement économiciste de LO ne touche actuellement aucune des questions clés pour les intérêts ouvriers aujourd'hui, et notamment la question du racisme. Pire, LO relègue volontairement cette question au second rang et, dans le même temps, nie dans le Front national un danger fasciste. Nous passerons rapidement sur les sociaux-démocrates, triplement antisoviétiques, du MPPT-PCI avec leur campagne axée sur l'"unité" et "le combat pour la démocratie" -- *bourgeoise!*

Le parlementarisme a pourri jusqu'à l'"extrême gauche". Tous ont les yeux fixés sur l'horizon des échéances électorales. Nous ne rejetons pas l'utilisation des élections ou du Parlement, mais ce n'est pour les léninistes qu'une tribune à des fins d'agitation révolutionnaire. Le véritable terrain de lutte du prolétariat, ce sont ses mobilisations extra-parlementaires. A vrai dire, s'il y a une élection qui nous intéresse aujourd'hui, c'est celle qui vient d'avoir lieu à Renault-Cléon où, dans les élections professionnelles, la CGT vient d'obtenir dans le collège ouvrier plus de 83% des suffrages. Ce qui traduit moins une confiance dans la direction de la CGT qu'une farouche volonté de se battre contre les attaques patronales. Il faut briser le cycle infernal front populaire-réaction dans lequel les réformistes cherchent à enfermer la classe ouvrière. L'alternative prolétarienne, ce sont les mobilisations indépendantes du prolétariat pour instaurer son propre pouvoir: le gouvernement ouvrier. C'est le combat de la LTF dans lequel doivent s'engager ceux qui veulent être des révolutionnaires communistes.

## 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre



le Bolchévik

La camarade Dominique Astier à Paris, le 17 novembre: "Celui qui touche la question russe touche une révolution."

## Meetings de la LTF

La LTF a tenu, en novembre dernier, une série de meetings sur le thème "Où va l'URSS de Gorbatchev? Pour un retour à Lénine et Trotsky!" Dans ses exposés, la camarade Dominique Astier a dressé un bilan de l'Union soviétique 70 ans après la révolution d'Octobre et a expliqué comment la question de l'URSS permet de comprendre ce qui nous entoure: les provocations d'un gouvernement qui casse les syndicats et assassine un militant communiste dans une manifestation, la montée des fascistes, galvanisés en France par la campagne raciste et antisoviétique des gouvernements Mitterrand. Elle a cité, comme exemple de lutte contre le fascisme, la manifestation de front unique que nous avons organisée à Rouen en décembre 1981, en soulignant qu'il est crucial de mobiliser la classe

ouvrière, la seule force sociale qui peut écraser les fascistes.

Lors du meeting de Paris, un militant de Lutte ouvrière a opposé au programme exposé pour lutter contre les préparatifs de guerre antisoviétiques et stopper la montée des fascistes... l'impossibilité profonde, pour son organisation, d'organiser la classe ouvrière autour d'un programme d'action: "Le problème aujourd'hui, je crois qu'on s'en aperçoit un peu quand on milite en direction des travailleurs, dans les usines ou à la porte des usines, c'est que finalement il n'y a plus beaucoup de travailleurs qui ont confiance dans une issue collective, pas seulement d'ailleurs sur les problèmes strictement revendicatifs mais aussi sur les problèmes politiques [...]. Les dernières grèves des cheminots l'année dernière

qui ont été les dernières grosses bagarres massives, elles ont paumé, ça a entraîné finalement bien plus de démoralisation que ça ne pouvait en avoir, qu'il n'en existait avant."

Un militant du groupe Tribune communiste a répondu à cette peu réjouissante perspective: "Si ne pas gagner, c'est démobiliser, alors restons chez nous [...]. Comment peut-il venir spontanément à un travailleur de s'organiser contre les fascistes s'il n'y a pas de parti d'avant-garde pour l'expliquer politiquement?" Et un jeune camarade, récemment recruté à la LTF et qui est passé par un cercle LO, a mis les points sur les i en soulignant que le pessimisme de LO est un programme qui trouve son expression traître dans l'action, avec ce responsable de LO qui a traversé un piquet de grève de la CGT à Renault-CKD, sur les docks de Rouen.

Pour construire un parti trotskyste, il faut expliquer aux militants du PCF que la crise actuelle de leur parti est avant tout la crise de la stratégie front-populiste des dirigeants du PCF. Et cette stratégie va avec leur soutien sans faille à la force de frappe française, ce qu'a dénoncé vigoureusement un ancien militant des JC et du PC gagné au programme trotskyste de la LTF.

Dans sa conclusion, la camarade Astier a souligné que si l'attachement à l'URSS est fort honorable dans la période de guerre froide que nous traversons, cela ne suffit pas à faire un programme, et qu'il faut maintenant considérer honnêtement le programme trotskyste: "Nous disons que la ligne entre le bolchévisme et le stalinisme est une ligne de sang, a été tracée dans le sang non seulement par la liquidation de la vieille garde bolchévique mais aussi par l'étranglement de révolutions prolétariennes et ce que nous disons c'est, oui il faut aujourd'hui un retour à Lénine et à Trotsky, ce qu'il faut c'est construire un parti bolchévique."

### LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerah.  
REALISATION: Jocelyne Melies.  
DIFFUSION: Wolf Soler.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: Gaspard-Monge  
4, rue Bapst, 92600 ASNIERES  
Commission paritaire: n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Il faut un parti trotskyste en Tunisie

## Le coup d'Etat de Ben Ali et la menace intégriste

Le 7 novembre dernier à 6 heures 30, le premier ministre tunisien Zine El Abidine Ben Ali annonçait sur les ondes qu'il venait de destituer le "Combattant suprême", le président à vie Habib Bourguiba. Le général Ben Ali, aussitôt nommé président, avait obtenu dans la nuit que 7 médecins proclament l'incapacité du despote sénile. L'opinion bourgeoise internationale a immédiatement salué ce coup d'Etat comme "civilisé", voire exemplaire. Dans les rues de Tunis de ce petit matin gris, la population s'est arraché les dernières éditions des journaux et, petit à petit, a exprimé son soulagement et parfois sa joie. La révolution de palais "en douceur" venait de mettre fin à la longue agonie meurtrière de Bourguiba.

Nous écrivions juste après l'écrasement dans le sang des émeutes du pain de janvier 1984: "[...] Le régime est déchiré par des batailles de cliques pour la 'succession'. Ceux d'en haut ne peuvent diriger comme avant; ceux d'en bas ne peuvent pas vivre comme avant. Bourguiba a simplement repoussé les échéances" (le *Bolchévik* n°44, janvier 1984). En prenant le pouvoir, Ben Ali et son équipe ont tranché mais la bourgeoisie tunisienne reste confrontée aux mêmes problèmes: le Parti socialiste destourien (PSD) au pouvoir est discrédité; le délabrement de l'économie plonge chaque jour un peu plus la population dans la misère; les masses appauvries ne sont tenues en respect que par la terreur policière; le danger de l'intégrisme islamique pèse toujours.

### LE NATIONALISME "MODERNISTE" DE BOURGUIBA

Les leçons qu'on peut tirer de l'histoire de la Tunisie depuis le commencement de la lutte anticoloniale sont particulièrement claires

des marxistes parce que la classe ouvrière y est relativement forte et combative, qu'elle est organisée depuis des dizaines d'années au niveau syndical et que le statut de la femme y est le plus libéral parmi tous les pays arabes. C'est précisément parce que le nationalisme tunisien se voulait "moderniste" et "tolérant" que l'incapacité du programme nationaliste à apporter le bien-être à la population confirme très clairement la thèse fondamentale de la révolution permanente de Trotsky: seule la classe ouvrière, sous la direction d'un parti bolchévique et avec un programme internationaliste, peut réaliser les tâches démocratiques qui sont posées dans les ex-colonies, et ce en s'emparant du pouvoir et en mettant fin au système capitaliste d'exploitation.

Dans la période turbulente de l'après-guerre, où des luttes armées de libération nationale contre les puissances coloniales éclataient sur presque tous les continents, la presse, les politiciens et les milieux d'affaires français se méfiaient de Bourguiba, se demandant s'il était "Nehru ou Ho Chi Minh". Bourguiba lui-même multipliait les efforts pour convaincre ses maîtres colonialistes du caractère pro-occidental et anti-ouvrier de ses projets, mais ce fut seulement après d'importantes et puissantes grèves menées par l'UGTT et au lendemain de la grande victoire des Vietnamiens à Dien-Bien-Phu en 1954 que les Français entreprirent sérieusement de "régler" la question du protectorat de Tunisie avec les conventions d'autonomie interne de 1955, suivies par les accords d'indépendance de 1956. Bourguiba consolida son pouvoir à la tête du mouvement nationaliste grâce à l'aide décisive que lui apportèrent l'UGTT et son chef Ahmed Ben Salah, et en éliminant (et en faisant par la suite assassiner) son principal rival Salah Ben Youssef, nationaliste panarabiste et porte-parole

Ben Ali, alors premier ministre (à droite), allait destituer le "Combattant suprême" le matin du 7 novembre dernier.



exprimait sa consternation: "Désillusionné, Bourguiba disait qu'il avait souhaité que la petite Tunisie fût le timbre-poste occidental du continent africain, mais que 'maintenant c'était fini'" (Alistair Horne, *Histoire de la guerre d'Algérie*). Jean Lacouture cite un des interlocuteurs anglo-saxons de Bourguiba: "Je n'ai jamais senti chez M. Bourguiba le désir de s'écarter de la France, l'empressement à saisir une occasion de rompre avec elle. Ce pour quoi il luttait, à ce moment, c'était à la fois pour la fin de la guerre d'Algérie, dont tout le monde pouvait constater qu'elle constituait pour son pays une menace de tous les instants, et pour l'évacuation des troupes françaises [...]. Pour être franc, je vous dirai que je n'ai jamais rencontré hors de France un homme

aujourd'hui, mais la direction nationaliste du FLN canalisa l'héroïsme des masses algériennes dans les accords traîtres d'Evian, signés avec de Gaulle en 1962. Et maintenant Bourguiba a été "éliminé" par une opération digne de son propre machiavélisme.

### UN COUP D'ETAT PAS SI "TRANQUILLE"

Comme c'était prévisible, le nouveau président a promis quelques réformes et l'opposition bourgeoise et la gauche tunisienne se sont empressées d'exprimer leur satisfaction et de placer leurs espoirs dans celui qui fut, tour à tour, directeur de la Sécurité militaire, chef de la Sûreté nationale et ministre de l'Intérieur. Des politiciens bourgeois du MDS jusqu'aux anciens maoïstes du RSP en passant par le parti communiste, tous se rangent derrière Ben Ali en demandant la "réconciliation nationale". La lamentable gauche est prête, si Zine El Abidine y consent, à s'accrocher au char branlant de la bourgeoisie tunisienne.

Le coup d'Etat du général Ben Ali est l'aboutissement de la longue lutte des cliques au pouvoir pour préparer l'"après-Bourguiba" qui a débuté après les émeutes de Gafsa en 1980, qui ont sérieusement ébranlé le régime. La décomposition du système Bourguiba était plus qu'achevée, le parti destourien et ses organisations de masse satellites (unions étudiantes, féminines, agricoles, etc.) n'étaient que des coquilles vides qui n'encastraient plus rien. Mzali, le premier ministre de l'époque, se sentant isolé dans le gouvernement et dans le PSD, a cherché une planche de salut dans le "multipartisme" et l'"autonomie syndicale", une tentative avortée de donner un nouveau souffle au régime. Les élections ouvertement truquées de novembre 1981 ont marqué la fin de cette "expérience". L'aile dure mettait un terme au "printemps" libéral et les arrestations, les interdictions de journaux se multipliaient. Mais les obstacles les plus sérieux restaient à abattre. En 1984-85, le gouvernement muselle la confédération syndicale, l'UGTT, en arrêtant les cadres syndicaux et en plaçant ses sbires dans les locaux syndicaux (cf. *le Bolchévik* n° 61, mars 1986). Les

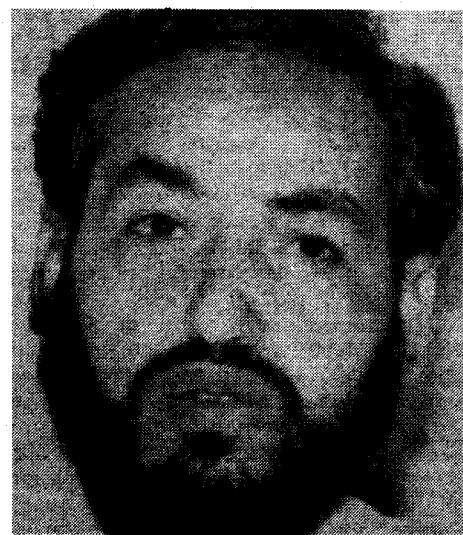
Suite page 4



Der Spiegel

et instructives. La démagogie légendaire du "Combattant suprême" sur l'unité nationale n'empêche pas que les classes sociales sont, en Tunisie, clairement définies, et qu'elles ont eu des porte-parole tout à fait conscients de leur rôle; la vie politique se déroule par conséquent à un niveau plus élevé et plus conscient que par exemple au Maroc, où le soutien au roi et à sa guerre contre les Sahraouis est pratiquement général et pèse comme une chape de plomb sur le développement de la lutte de classe. La Tunisie est un pays particulièrement intéressant pour

des couches supérieures de la bourgeoisie terrienne et commerçante, les couches de la population les plus attachées au traditionalisme islamique. En février 1958, en pleine guerre d'Algérie, un appareil français essaya des coups de feu tirés à partir du territoire tunisien et dut faire un atterrissage forcé. En représailles, les Français perpétrèrent un massacre: officiellement 80 morts, dont plusieurs enfants, une bombe étant tombée sur une école. Bourguiba réagit en demandant le départ des troupes françaises encore présentes en Tunisie, à Bizerte. Mais en même temps il



DR

Le MTI de Rached Ghannouchi veut imposer aux femmes l'oppression moyenâgeuse de la Chari'a.

aussi français, et dans le monde arabe un homme aussi peu arabe... Habib Bourguiba m'est apparu comme un homme d'Etat méditerranéen de grande stature, dont le dépit secret était de ne pas faire partie du Parlement français, dont il connaît à fond les méandres et le climat, les hommes et les problèmes. Mais Tunisien avant tout, bien sûr!..." (Cinq hommes et la France).

De fait, la révolution algérienne aurait pu balayer le parti destourien pro-impérialiste et toutes les forces encore plus réactionnaires qui relèvent une fois de plus la tête en Tunisie

## Tunisie...

Suite de la page 3

travailleurs doivent vider des locaux de l'UGTT les nervis à la solde du pouvoir et élire une nouvelle direction à leur syndicat.

Le mouvement ouvrier bâillonné, le Mouvement de la tendance islamique (MTI) restait la "seule opposition crédible au régime" (*le Monde*, 20-21 septembre 1987). Ben Ali organise une campagne de répression à grande échelle avec des arrestations en masse des intégristes pour culminer dans le procès à grand spectacle des 90 à Tunis. Le verdict à peine tombé, une course de vitesse s'engage entre les pôles qui avaient fait alliance temporaire pour faire le ménage autour du vieillard du palais de Carthage. D'un côté Sayah qui s'appuie sur les milices destouriennes et le PSD et de l'autre Ben Ali qui veut substituer un Etat renforcé et rationalisé, basé sur la police et l'armée, au système destourien discrédité et agonisant. Le 7 novembre dernier, dans un pays occupé, Ben Ali déclare Bourguiba "incapable", arrête Sayah et sa clique, et s'autoproclame président à la radio.

Mais ce coup d'Etat "constitutionnel" n'a pas été aussi tranquille que veut nous le faire croire la presse internationale. Des mois durant, prenant prétexte de la menace intégriste (par ailleurs réelle) le gouvernement a mis le pays en état de siège. Les forces policières, militaires et paramilitaires quadrillaient le pays du nord au sud, semant la terreur et multipliant l'arbitraire. Les BOP (brigades d'ordre public) gardaient les points névralgiques des grandes villes (ministères, mosquées, universités, lycées, hôtels, zones industrielles). Les BIR (brigades d'intervention rapide) patrouillaient sans cesse dans les villages et bourgades, opérant des rafles systématiques et multipliant les contrôles d'identité accompagnés d'humiliations et de provocations. On faisait la chasse aux barbes et aux tenues islamiques dans les rues. Les forces de l'ordre, secondées par les sinistres milices destouriennes, bouclaient la nuit des quartiers entiers, et, au milieu des hurlements de chiens policiers, enfonçaient les portes ou passaient par les terrasses et jetaient hors de leur maison des familles arrachées à leur sommeil. On tabassait femmes et enfants et arrêtait pêle-mêle sympathisants du MTI et citoyens ordinaires. On prenait en otages les parents des familles recherchées. Dans les prisons, dont certaines ont été aménagées à la hâte, la torture et les sévices sexuels étaient de la routine, n'épargnant pas même les enfants. Ce qui a contraint la timide Ligue des droits de l'homme tunisienne à exprimer sa "profonde préoccupation" et à demander une enquête sur les décès de "suspects" islamistes ou militants syndicalistes.

Le nouvel homme fort de Tunis a annoncé la libération de quelque 2000 prisonniers dont bon nombre de militants du MTI, ou présumés tels, ainsi que des syndicalistes et des militants de gauche. Mais dans le même temps, il redonne vie et renforce les attributions et les moyens d'un Conseil supérieur islamique, consultatif, dépendant du premier ministre. Si l'on en croit *l'Opinion* de Rabat (6 décembre 1987), une partie de l'opposition tunisienne accueille favorablement cette mesure censée "couper l'herbe sous le pied des activistes islamistes". Pourtant, de tels artifices, tout comme la répression aveugle, ne peuvent que légitimer les intégristes et les conforter. La "laïcisation" de la Tunisie demandera une révolution sociale!

### L'INTEGRISME NE DE L'ECHEC DU NATIONALISME

La montée du mouvement islamiste intégriste, un danger mortel pour tout ce qu'il peut y avoir de progressiste en Tunisie aujourd'hui, éclaire crûment la faillite du nationalisme version Bourguiba ou version de "gauche". Né de petits cercles d'études confinés aux mosquées au tout début des années 70, le MTI s'est rapidement structuré



Ben Ali dépose Bourguiba: la fin de règne a pris fin.

et a étendu son influence pour devenir une menace au régime dans les années 80. L'universitaire libéral, Mohamed Elbaki Hermassi, constate: "En réalité ce sont probablement l'épuisement du projet national, le démantèlement du système coopératif à l'intérieur, l'effet de la défaite arabe de 1967 dans la région, qui ont favorisé le renouveau de religiosité qui s'est manifesté dans le pays" (*Maghreb-Machrek* n°103, 1984). Avec l'échec et l'abandon en 1969 de la politique "socialisante" de Ben Salah et la mise en avant du "Enrichissez-vous", la classe ouvrière et les petits paysans ont vu leurs conditions de vie se dégrader lentement pour s'effondrer au début des années 80. Bourguiba et ses maîtres impérialistes voulaient transformer la Tunisie en une "brillante vitrine du développement rendu possible grâce aux capitaux et aux techniciens du monde libre", sans révolution ouvrière ni paysanne, sans communistes au pouvoir" (Jean Poncet, *la Tunisie à la recherche de son avenir*, 1974). Le résultat immédiat fut que les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres et qu'une couche d'arriéristes arrogants et corrompus ont accumulé rapidement d'immenses fortunes. Le chômage est monté en flèche, les villes se sont gonflées de nouveaux semi-prolétaires et de sous-prolétaires chassés des campagnes appauvries. Les disparités régionales se sont accrues. "On assiste en somme à la croissance du sous-développement plus qu'à sa résorption" (*Ibid.*). Pendant ce temps, la petite-bourgeoisie a vu ses possibilités de promotion sociale de plus en plus fermées.

Le MTI s'est, en l'espace de quelques années, implanté dans la masse de jeunes diplômés dont le capitalisme tunisien arriéré en ruine n'a que faire. La grande majorité d'entre eux vient du Sahel, du sud et du centre, d'où ils ont fui la pauvreté pour se retrouver dans l'indigence ou la misère dégradante de la ville. Ils sont lettrés, pour la plupart, mais sans avenir. En l'absence d'une alternative politique ouvrière, la "gauche" ayant pratiquement disparu sous les effets conjugués de sa propre capitulation et de la répression, et face à la faillite du nationalisme "arabe" ou "destourien", cette masse instable est devenue une proie pour les prédicateurs islamistes. Après la défaite sanglante des grèves ouvrières de 1978, le MTI se lance dans une politique d'implantation "populaire". En même temps, les nervis intégristes s'attaquent aux restes de la gauche dans les universités et en chassent les militants à coup de matraques et de couteaux, à la satisfaction du gouvernement. La prise du pouvoir en 1979 par les ayatollahs iraniens donnera un élan supplémentaire à la tendance islamique. Mais, plus encore, c'est l'absence totale de l'UGTT durant les émeutes plébéiennes de janvier 1984 qui laissera le champ libre aux agitateurs à peine clandestins du MTI. Et quand le régime, pourtant affaibli, bâillonnera le syndicat, grâce à la

passivité complice de la direction et malgré une brève mais farouche résistance ouvrière, les islamistes se retrouveront la seule véritable force antibourguibiste.

### L'INTEGRISME: UN DANGER MORTEL POUR LES FEMMES

La réaction islamique qui entend renverser le régime failli et imposer au pays la rigueur de la Chari'a est un danger mortel pour le mouvement ouvrier, les masses opprimées et particulièrement les femmes. Le MTI cherche parfois à se montrer "modéré", pourtant il affiche clairement son programme. Ainsi, en janvier 1984 dans un meeting parisien, un activiste intégriste répondait à des militants de gauche qui cherchaient le "rapprochement": "C'est aux gens comme vous que nous réglerons leur compte les premiers quand nous aurons le pouvoir" (*le Monde*, 6 janvier 1984). Quant aux droits octroyés aux femmes par Bourguiba, Jebali Hamadi, dirigeant du MTI, qui remplace dans

de la Chari'a, on a vu des "médecins" amputer nez, mains, pieds aux délinquants. La lapidation des femmes adultères est redevenue la pratique. Et pour ceux qui, dans le sud du pays, avaient le malheur de ne pas être musulmans, la terreur est devenue la loi. La réaction religieuse qui grandit sur la décomposition des sociétés néo-coloniales doit être combattue pied à pied. Cela doit être partie intégrante du programme de la révolution socialiste. Tout comme les ouvriers doivent écraser les fascistes, racistes ou tout autre démagogue qui aurait la prétention de ramener les pays où le catholicisme reste puissant à la loi de l'Inquisition.

Nous affirmons, en tant que marxistes, que la religion est une affaire strictement privée! Séparation de la religion et de l'Etat!

La Tunisie bourguibiste est présentée comme un Etat moderne et laïque; et de fait, il est incontestable que les mesures prises au début de l'indépendance allaient dans ce sens: l'abolition des *Habous* (biens de main-morte contrôlés par les institutions religieuses), l'abolition de la *Zitouna* en tant qu'université-bastion du traditionalisme religieux. La promulgation du Code du statut personnel le 13 août 1956 octroyait aux femmes tunisiennes des droits uniques dans le monde arabe et en rupture qualitative avec la Chari'a. Les dispositions les plus "révolutionnaires" de ce code furent l'abolition de la polygamie et de la répudiation, son remplacement par le divorce civil et la suppression des tribunaux musulmans. Mais, malgré ces droits, le code reste profondément inspiré de la Chari'a du VIIe siècle qui confine la femme dans une situation de mineure et dans un état de dépendance vis-à-vis du père, du tuteur et du mari. La femme non mariée reste sous l'autorité de son père qui doit "subvenir à ses besoins jusqu'au mariage". Le mari doit verser à sa future épouse une dot, dont le "montant doit être sérieux" et ceci avant la "consommation" du mariage. Ainsi, la femme reste un bien consommable en contrepartie d'une rémunération. Après le mariage, elle doit obéissance à son mari. L'inégalité des sexes devant l'héritage est maintenue: la femme hérite de la moitié de la quote-part de l'homme. Le

Jeune Afrique



Janvier 1984 -- Les "émeutes du pain" ébranlent le régime destourien.

la clandestinité le cheik Ghannouchi emprisonné, n'y va pas par quatre chemins: "Nous sommes opposés aux dispositions de ce statut, qui interdisent la polygamie" (*le Monde*, 26 novembre 1986).

En fait, c'est tout ce qui serait contraire au Coran qu'ils veulent abolir pour y substituer la barbarie moyenâgeuse. Sans même parler du cauchemar sanglant du régime des ayatollahs iraniens, l'exemple du Soudan est là pour convaincre: en application du rétablissement

Code du statut personnel, la Constitution et le Droit tunisiens sont conçus comme un compromis boiteux, fragile, réversible, entre la loi islamique et la "modernité" bourgeoise. Ce paquet mal ficelé permet au MTI de le condamner comme monstre hybride tout en s'appuyant sur la légitimité maintenue de la Chari'a et de revendiquer le retour intégral à la tradition. Cette revendication trouve d'autant plus d'écho que la jurisprudence s'est de plus en plus

Suite page 13

# Action de protestation à Nanterre

## Vengeance pour Lucien Barbier!

Le 26 novembre dernier, Lucien Barbier, militant du PC et de la CGT, mourait à l'âge de 62 ans, après près de trois semaines de coma. Il était tombé, le 6 novembre, sous les coups de matraques des flics d'Amiens au cours d'une manifestation appelée par le PC et la CGT. Selon les témoins, "les policiers se défoulaient sans ménagement, réglant quelques comptes avec les 'têtes connues' CGT et du PC" (Libération, 27 novembre 1987). Membre du Parti communiste depuis l'âge de 16 ans, la "tête" de Lucien Barbier était bien connue.

L'émotion et la colère que la mort de ce vieux militant a soulevés dans le mouvement ouvrier a été dissipée par un appel platonique de la direction de la CGT à des "initiatives locales" pouvant aller jusqu'au débrayage. Les flics d'Amiens ont tué au moment où, partout dans le pays, le patronat et le gouvernement cherchent à affaiblir les syndicats, en premier lieu la CGT, et utilisent leurs juges pour interdire les grèves, frapper les syndicalistes de lourdes amendes, licencier en masse les élus syndicaux. La riposte doit être à l'échelle de l'attaque.

Le groupe d'étudiants de la LTF sur la faculté de Nanterre a été à l'initiative d'un piquet-rassemblement de protestation le lundi 29 novembre devant le bâtiment de Lettres. Nos camarades ont cherché à construire un front unique avec les autres organisations de la fac. Seuls quelques militants de Lutte ouvrière étaient présents et ont pris la parole au rassemblement symbolique. Si l'UNEF-ID social-démocrate et la LCR-JCR ont simplement refusé

par pur sectarisme, anticommuniste, les dirigeants de l'UNEF-SE et de l'AGEN-UNEF, proches du PC, se sont, eux, retranchés derrière le caractère "politique" de l'initiative pour ne pas venir à un rassemblement dont leurs bases ressentait certainement l'urgence.

Nous reproduisons ci-dessous le tract appelant au rassemblement auquel participaient une douzaine de militants sous le mot d'ordre principal "Vengeance pour Lucien Barbier!"

### VENGEANCE POUR LUCIEN BARBIER! EMPRISONNEZ LES FLICS ASSASSINS!

Lucien Barbier, 62 ans, militant CGT et du PCF, matraqué à mort par les flics de Mitterrand-Chirac lors d'une manifestation à Amiens le 6 novembre [1987], est décédé après 20 jours de lutte entre la vie et la mort. C'est un meurtre! Il rejoint Malik Oussekiné, Eloi Machoro dans la longue liste des victimes du renforcement de la réaction bourgeoise qui s'abat avec son contingent d'horreur et de violence sur les opprimés. Les étudiants doivent dire non! Et venir crier leur rage au rassemblement initié par la LTF à 13 heures.

Le capitalisme pourrissant secrète aujourd'hui bandes fascistes, terreur raciste, expulsions, licenciements etc. Les patrons assoiffés de profit utilisent leurs juges, leurs flics pour casser les syndicats et abolir le droit de grève. Le 24 septembre [1987], au Mans, c'était René Bouyrie, dirigeant du Livre-CGT qui était gravement blessé, lors d'une manifestation, par les CRS. Ceux-là mêmes que

Mitterrand envoya contre les ouvriers immigrés en lutte à Talbot. Il faut exiger l'abolition des CRS et toutes les forces spéciales de police. Sans oublier les brigades du métro mises en place sous Mitterrand pour renforcer la terreur policière contre les immigrés. ABOLITION DES CRS ET DE TOUTES LES BRIGADES SPECIALES DE POLICE!

Les étudiants qui veulent lutter contre le capitalisme en putréfaction, qui n'acceptent pas que des bandes

pour des mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes. Non pas pour un autre gouvernement Mitterrand mais pour un véritable gouvernement ouvrier porté au pouvoir par la classe ouvrière qui balayera le capitalisme fauteur de guerre et jettera les bases d'une société porteuse d'avenir.

Nous appelons toutes les organisations de la faculté de Nanterre qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie à construire et se joindre au rassemblement pour



Les obsèques de Lucien Barbier le 28 novembre dernier à Amiens.

fascistes puissent ratonner impunément, qui n'acceptent pas le verdict d'Aix ou le CRS Taillefer a obtenu un quasi-acquittement pour l'assassinat d'un Maghrébin, qui refusent les crimes racistes comme à Castres, doivent lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés,

exprimer leur colère et prendre la parole et exiger:  
VENGEANCE POUR LUCIEN BARBIER!  
EMPRISONNEZ LES FLICS ASSASSINS!

Ligue trotskyste de France,  
le 29 novembre 1987

# La colère de Renault-Cléon

31 décembre -- Si le gouvernement Mitterrand-Chirac vient de repousser la première étape de son plan de privatisation de Renault, la direction de la RNUR continue à licencier. L'usine Renault-Cléon, dans la région rouennaise, est passée d'un effectif de 9700 en 1984 à 6700 aujourd'hui. Jusqu'à présent, la direction a pu éviter les charrettes trop voyantes, mais depuis la fin du mois d'octobre l'usine est le théâtre de débrayages à répétition contre le licenciement de 220 salariés.

La tension a brusquement monté dans les premières semaines de décembre. A chaque fois qu'un gars est convoqué par le chef d'atelier pour lui signifier qu'il est "licenciable", le secteur débraie massivement. Les responsables syndicaux ont parfois beaucoup de mal à faire reprendre le travail. Les chefs d'atelier sont livides; la maîtrise, habituellement omniprésente dans les ateliers, reste dans ses bureaux; la consigne a été donnée: pas de remous. Des groupes de discussion se forment sans qu'ils soient dispersés. Certains ateliers coulent spontanément la production.

Le 7 décembre, le dernier grand débrayage de l'ensemble de l'usine se termine comme souvent, devant le bâtiment de la direction. Plusieurs dizaines d'ouvriers sont rassemblés face aux bureaucrates syndicaux pour leur signifier que "ça fait quatre fois que vous nous baladez pour nous renvoyer au boulot", mais que leur patience a des limites. Autre épisode significatif: un chef d'atelier convoque un gars. Réaction immédiate de l'atelier: débrayage. Plusieurs gars veulent en découdre avec le chef d'atelier. Les bureaucrates s'interposent et trouvent une idée géniale pour le sortir d'affaire: le séquestrer dans son "aquarium". Le calme rétabli est de courte durée. L'ambiance

s'échauffe. Pour sortir de cette situation, les responsables syndicaux inventent une autre forme de lutte: on "raccompagne" le chef, soulagé, à la porte de l'usine!

La volonté de lutte ne manque pas. Mais en l'absence de perspective claire et crédible, cette combativité peut bien être dissipée ou exprimée dans la rage du désespoir. Un signe sûr de la volonté de lutte, c'est le résultat des élections au comité d'établissement le 15 décembre: 83,10% pour la CGT dans le collège ouvrier, en progression de 15,81%! Il faut comparer ce chiffre aux 4 à 6% que les sondages donnent au candidat du PCF! Mais ce raz de marée électoral n'est pas tant un vote de confiance à la direction de la CGT qu'un avertissement: "Vous dites que vous êtes le syndicat des luttes, allons-y!"

La direction de la CGT-Cléon a adopté comme tactique de "gagner"... du temps. D'abord en refusant de prendre part aux réunions du comité d'établissement annonçant les licenciements, puis en faisant appel au tribunal pour faire casser la "procédure". Par un jugement du 15 décembre, elle a gagné jusqu'à mi-janvier, mais les "licenciables" sont désignés et si l'on ne sort pas des tactiques faillies, la machine à licencier, un instant arrêtée, va reprendre son horrible besogne.

Nous reproduisons ci-dessous une lettre distribuée par notre camarade Gilles Cazin, ouvrier à Renault-Cléon:

Camarades,

La CGT a gagné son procès contre la direction. Nous avons fait reculer les échéances, mais la bataille contre les licenciements reste à venir. Ne nous laissons pas licencier sans nous battre! Nos forces sont encore in-

tactes. Maintenant, tous ensemble, il faut stopper les plans de la direction. Pas un seul licenciement!

Nous sommes tous conscients que la bataille s'annonce difficile. Nous sommes le dos au mur. Contre la direction, nous n'avons qu'une arme: la grève. La combativité ne manque pas. Les débrayages successifs et puissants dans les ateliers, les services, sur l'ensemble de l'usine, le prouvent. Arrêtons la production! Rien ne doit tourner dans l'usine, rien ne doit en sortir!

Il faut une perspective pour gagner. Se battre seuls les uns après les autres, usine par usine, ne conduit qu'à se faire battre les uns après les autres. Nos camarades de Talbot en ont fait l'amère expérience. C'est la tactique de défaite choisie par les directions de nos syndicats. Mais face aux attaques généralisées de la direction de la Régie, nous ne gagnerons pas seuls. Une grève contre des licenciements à Cléon doit être étendue aux entreprises de la région où on licencie à la pelle, mais aussi à toutes les usines du groupe. Sandouville et Flins sont dans le collimateur. Billancourt continue de licencier. Une des conditions de notre unité dans la lutte est de mettre en avant la revendication des PLEINS DROITS DE CITOYENNETE POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES. Nos camarades cheminots, l'hiver dernier, ont fait remballer à Chirac et Cie leurs plans antiouvriers. Ils étaient mobilisés dans toutes les gares. Unis dans une même lutte contre la direction de la Régie, on peut gagner. Il faut une grève de tout Renault! C'est la seule voie.

Arrêtons la production, avec des piquets de grève! Etendons la grève, envoyons des délégations aux autres usines! Voilà les tâches minimums que doit se fixer une direction décidée

à conduire la grève jusqu'à la victoire. C'est une telle direction que doivent se donner les travailleurs en lutte en élisant au COMITE DE GREVE ceux qui ont la vision la plus claire pour gagner.

Les licenciements qui frappent Cléon et toute la classe ouvrière exigent une politique qui dirige résolument ses coups contre le système capitaliste. C'est le capitalisme qui produit chômage et inflation. Mais avec leurs "solutions industrielles", leur lutte contre les réimportations, leur "Produisons français", les directions réformistes de nos syndicats, au lieu de mobiliser résolument contre les bases de ce système pourrissant, ne font que proposer une politique protectionniste, utopique et dangereuse, de gérer le capitalisme. C'est finalement soumettre les intérêts ouvriers aux intérêts opposés de notre ennemi de classe. Cela a été la politique antiouvrière de la "gauche" pendant ses cinq ans au gouvernement.

La solution pour les travailleurs n'est pas dans une nouvelle alliance de collaboration de classe, baptisée "union de la gauche" ou "nouveau rassemblement majoritaire populaire". La solution est dans la lutte pour un véritable GOUVERNEMENT OUVRIER, basé sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs, expropriant la bourgeoisie et établissant une économie planifiée, rationnelle.

Rappelons-nous. Cléon a servi d'étincelle à Mai 68. Aujourd'hui, une grève de tout Renault pourrait être l'étincelle d'une vaste contre-offensive ouvrière. Et pour qu'un nouveau Mai 68 aille jusqu'au bout, il faudra cette fois à notre tête une direction fermement déterminée à balayer ce système d'exploitation capitaliste.

Gilles Cazin,  
le 15 décembre 1987.

# Palestine...

Suite de la page 1

un conflit qui pourrait bien constituer le détonateur d'une troisième guerre mondiale. Avec leur campagne annexionniste pour créer par la conquête et l'occupation un "Grand Israël", les dirigeants sionistes creusent leurs propres tombes. Aux deux millions d'Arabes à l'intérieur d'Israël et des territoires occupés, s'ajoutent 100 millions d'Arabes dans les pays voisins. Mais les sionistes -- avec leur arsenal de 200 bombes nucléaires -- ont les moyens d'entraîner le monde entier avec eux dans l'abîme, et ils sont certainement psychologiquement prêts à le faire.

Pour éviter que la région tout entière ne soit anéantie dans un holocauste nucléaire préparé par les sionistes, il faut que les travailleurs de langue hébraïque d'Israël soient arrachés à leur chauvinisme, qu'ils défendent les justes droits nationaux du peuple palestinien et qu'ils unissent leurs forces, avec les Palestiniens dans une *lutte de classe révolutionnaire*, pour balayer leurs propres dirigeants et oppresseurs ainsi que les cheiks et les colonels de l'Orient arabe. Israël hors des territoires occupés! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient!

## GAZA INSURGE

La révolte a éclaté à Gaza le 8 décembre, quand un camion de l'armée israélienne a fauché un groupe de passants, tuant quatre ouvriers palestiniens, en "représailles", après qu'un homme d'affaires israélien eut été poignardé à mort. Ce n'était pas un "accident", mais la mise en oeuvre typique de la politique de "responsabilité collective" des sionistes, qui font payer lourdement la vie de chaque Juif israélien -- un comportement de "race des seigneurs". Les jeunes de Gaza, révoltés, descendirent dans la rue des pierres à la main, enhardis par une audacieuse attaque en U.L.M. au cours de laquelle, un mois plus tôt, un seul combattant palestinien avait tué six "invincibles" soldats israéliens dans un poste militaire frontalier. L'armée fit usage de la plus grande brutalité et ouvrit le feu contre ces jeunes sans défense.

Le 17 décembre, la rébellion s'était étendue à la partie-Est (arabe) de Jérusalem, officiellement annexée par le premier ministre travailliste Levi Eshkol après sa conquête en 1967.

Comme à Gaza, les commerçants arabes ont fermé boutique, malgré les tentatives des soldats israéliens pour les faire ouvrir de force. Quelques jours plus tard, les soldats israéliens ont tiré des grenades lacrymogènes alors que des milliers de personnes étaient en prière à la mosquée Al Aqsa. Après deux semaines de rébellion et de répression, le bilan officiel s'élève à 22 morts (un chiffre que même les journaux israéliens considèrent sous-estimé). Yasser Arafat, le dirigeant de l'OLP, affirme de son côté que 62 manifestants ont été tués, plus de 500 blessés et plus de 6000 autres arrêtés. Au moins 800 personnes sont détenues



UPI  
Les provocations des fanatiques sionistes se multiplient: Sharon, l'organisateur des massacres de Sabra et Chatila, vient de s'installer à Jérusalem-Est.

dans le camp de prisonniers de l'armée à Ansar II où elles sont entassées à plus de 80 par cellule. Ce camp est tristement célèbre pour les tortures qu'y subissent les prisonniers. Le quotidien en langue arabe de Jérusalem Al Quds a été interdit en Cisjordanie et à Gaza, et quelque 900 écoles ont été fermées.

## LES SIONISTES DEBATTENT LA "SOLUTION FINALE"

Face à l'escalade et l'extension de la confrontation, les régimes arabes alliés antisoviétiques de Washington se sont sentis obligés de protester. Les Etats-Unis ont commencé à critiquer ouvertement leurs clients israéliens, leur enjoignant d'adopter des méthodes plus "raffinées" de "maintien de l'ordre" -- à la manière dont l'armée britannique terrorise la population catholique en Irlande du Nord -- avec des canons à eau et des balles en caoutchouc. L'administration Reagan a montré son irritation en refusant d'opposer son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU dénonçant Israël pour avoir "tué et blessé des civils palestiniens sans défense", alors même qu'elle venait juste de débloquer plus de 2 milliards supplémentaires d'aide à l'Etat sioniste.

Les sionistes ont repoussé avec mépris ce "regrettable conseil" de leurs fournisseurs d'armes américains. Le "travailliste" Shimon Pérès, ministre des Affaires étrangères, déclarait: "Il y a des désaccords et des débats, mais pas au sujet de la lutte contre le terrorisme." Déclaration d'autant plus ferme, qu'il avait été auparavant dénoncé par le premier ministre Shamir pour être "mou avec les Arabes" parce qu'il avait osé parler d'une "démilitarisation" négociée de la bande de Gaza. Aux yeux des sionistes, tous les Arabes sont des "terroristes". Le ministre de la Défense, le travailliste Rabin, a proclamé que la "responsabilité suprême" du gouvernement consistait à écraser la "violence", et un autre responsable militaire a déclaré: "Là où la loi nous autorise à arrêter, nous allons arrêter [...] Là où nous sommes autorisés à expulser, nous allons expulser. On ne fera pas de quartier" (New York Times, 24 décembre 1987).

Ce ne sont pas seulement les militaires d'extrême droite enragés

ou les fascistes déclarés comme Meir Kahane qui réclament des transferts de populations forcés et des expulsions de Palestiniens des territoires occupés. La guerre d'indépendance de 1947-48 avait dans une large mesure pour objectif de chasser les populations arabes indigènes en utilisant le terrorisme de masse, à l'exemple du massacre de la communauté arabe de Deir Yassine, perpétré par Begin et Shamir. Pendant des années, les gouvernements israéliens successifs ont autorisé ou encouragé l'implantation d'une multitude de colonies fortifiées en Cisjordanie (et dans une moindre mesure sur les terres désolées de la bande de Gaza). Même les sionistes "libéraux" emploient aujourd'hui pour désigner la Cisjordanie son nom biblique, Judée et Samarie, acceptant le "fait accompli" qu'elle est déjà incorporée de fait dans le "Grand Israël".

Paris, août 1982 -- La Ligue trotskyste manifeste contre l'envoi par Mitterrand des paras à Beyrouth pour désarmer les fedayins.



Depuis quelque temps, on assiste à un débat houleux en Israël sur comment gagner la "guerre démographique". En l'an 2000, la population arabe d'Israël et des territoires occupés dépassera la population juive qui compte environ quatre millions de personnes et il est tout à fait clair que l'écart ne sera pas comblé par une poignée de Juifs soviétiques "libérés". D'autant plus que ces derniers voient dans New-York plutôt que Tel-Aviv le "pays où coule le miel". Le général de réserve Rehavam Ze'evi, qui se dit "à gauche" et affirme que "toutes les positions que j'exprime maintenant sont celles du mouvement travailliste", déclarait: "Il y a, par conséquent, nécessité de transférer tous les Arabes de Judée et de Samarie de l'autre côté du Jourdain, aux termes d'un commun accord, d'une reconnaissance réciproque des deux nations qu'ainsi l'avenir sera bon pour tous les deux" (Ma'ariv, 5 juillet 1987).

A.M. Rosenthal, sioniste forcené, appelait dans le New York Times du 25 décembre dernier à une "solution jordanienne": "Il y a, dans cette lutte pour une patrie palestinienne, une ironie presque folle. Elle existe déjà, et tout le monde le sait. Pour aboutir à la paix dans le conflit israélo-arabe, il faut partir de la réalité de l'existence d'un Etat palestinien, qui s'appelle la Jordanie." Il appelle à une Cisjordanie autonome sous la suzerai-

neté conjointe d'Israël et de la Jordanie. (L'OLP d'Arafat, de son côté, appelle à un "mini-Etat" en Cisjordanie, lequel ne pourrait être qu'un véritable bantoustan.) Mais Rosenthal sait bien qu'Israël n'est pas prêt à abandonner la Cisjordanie. Sa "solution jordanienne" s'insère parfaitement dans les projets d'expulsions massives.

## LES BANTOUSTANS D'ISRAEL

Le talon d'Achille de la classe dirigeante israélienne, c'est qu'elle veut maintenir un "Etat juif" théocratique mais que l'économie est devenue de plus en plus dépendante de la main-d'oeuvre arabe surexploitée. Pendant des années, les travaux les plus sales et les plus déconsidérés ont été le lot des Juifs sépharades originaires des pays arabes. Ces Juifs sépharades forment aujourd'hui le gros des troupes du parti réactionnaire Likoud en réaction au racisme de l'élite travailliste ashkénase. Aujourd'hui, ces emplois sont réservés à la main-d'oeuvre arabe, et la société israélienne en vient à ressembler de plus en plus à l'apartheid sud-africain, mais avec une base économique et démographique qualitative plus étroite.

Les 750000 Palestiniens citoyens israéliens -- ceux qui ont refusé de se laisser chasser par la terreur de 1947-48 -- sont dans cet Etat théocratique des citoyens de seconde zone. Leur passeport porte un tampon qui indique leur religion -- ce qui en fait des étrangers à l'intérieur de l'"Etat juif" --, ils sont exclus de la conscription et de ce fait de certains avantages sociaux significatifs qui ne sont accordés qu'aux anciens de l'armée (comme des logements ou les allocations familiales). Mais ceux qui constituent la main-d'oeuvre

des territoires occupés sont à peine mieux traités que des esclaves; de fait, l'agence pour l'emploi illégale qui opère hors du contrôle des autorités militaires d'occupation est connue sous le nom de "marché aux esclaves".

Quelques 30000 Palestiniens de Gaza sont transportés chaque jour en camion en Israël. De par la loi, ils doivent être rentrés avant la tombée de la nuit dans leur bantoustan, à la manière sud-africaine, sous peine d'arrestation. Il leur est interdit de rester pendant la nuit à l'intérieur de la "ligne verte" (la frontière d'avant-1967), sauf si on les enferme de l'extérieur dans leur chambre, comme des animaux en cage. La loi leur garantit un salaire minimum, mais dans la pratique, ils sont obligés d'accepter ce que leur employeur leur donne, et leur salaire peut tomber à 500 francs par mois, heures supplémentaires comprises. On prélève sur leur salaire des cotisations pour des prestations sociales (retraite, maladie, chômage, etc.) qu'ils n'ont pas le droit de toucher -- leurs impôts servent à payer l'armée d'occupation! Pour couronner le tout, l'Histadrout déduit une "cotisation" de 1% qui est une extorsion pure et simple.

Malgré une répression militaire sévère, ces conditions barbares ont provoqué le développement de syndicats parmi les travailleurs de Gaza. Par exemple: "Passant outre à un

Suite page 13

## Commandez la brochure de la LTF

La fiction de l'"unité arabe" derrière la cause palestinienne s'est effondrée dans les ruines de Beyrouth écrasé sous les bombes sionistes.

Cette brochure rassemble une série de quatre articles publiés dans Workers Vanguard, le journal de nos camarades américains, qui vont de la création de l'Etat sioniste à l'alliance antisoviétique de Washington et des régimes réactionnaires arabes sur le dos des Palestiniens.

De la «révolution arabe» à la Pax americana

### La question palestinienne après le Liban

Ligue trotskyste de France  
tendance spartaciste internationale

15 F

Ecrire au Bolchévik: B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

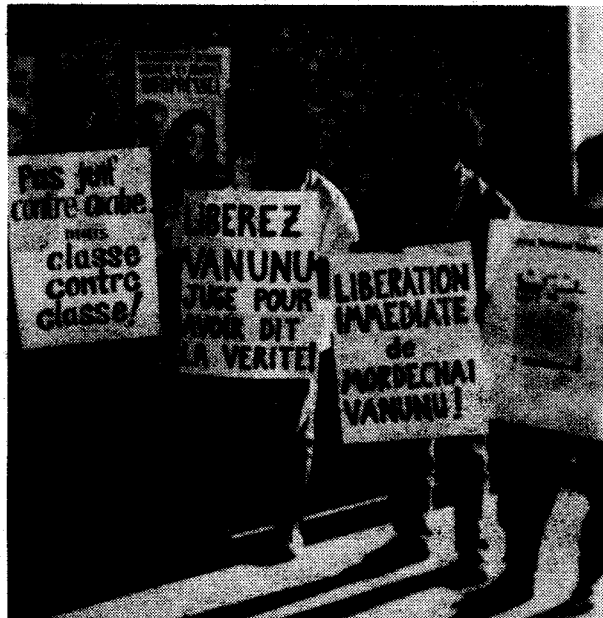
# Il faut briser le mur du silence du consensus nucléaire

## Liberté pour Vanunu!

Il faut une campagne internationale pour libérer Mordechaï Vanunu, maintenant! Après un court ajournement, le procès de ce courageux technicien nucléaire israélien a repris le 23 décembre dernier. Accusé d'"espionnage", de divulgation de secrets et d'"aider l'ennemi", c'est-à-dire le reste du monde, Vanunu risque la peine de mort pour avoir révélé le danger que représente l'arsenal nucléaire israélien — 100 à 200 bombes, pointées sur les capitales arabes et sur l'Etat ouvrier soviétique.

Depuis 14 mois, Vanunu est détenu au secret à Ashkelon, dans les tristement célèbres geôles du Shin-Bet, la police secrète, et les débats du tribunal sont interdits au public et à la presse internationale. Le 1er décembre dernier, le tribunal a repoussé la demande de levée des inculpations présentée par Vanunu. Mais à la surprise générale, il ordonnait la venue à la barre des témoins du ministre des Affaires étrangères israélien Shimon Pérès et Abba Eban, président des commissions parlementaires des Affaires étrangères et de la Défense.

La tendance spartaciste internationale et le Partisan Defense Committee (PDC), organisation de défense non sectaire, se plaçant sur le terrain de la lutte des classes et en accord avec les vues politiques de la Spartacist League/US, ont cherché à donner à l'affaire Vanunu un retentissement international. Aux Etats-Unis et au Canada, le PDC a réuni 600 signatures pour une pétition soutenue par le Comité pour la défense de Mordechaï Vanunu. En France, la LTF soutient cette campagne et collabore avec le Comité pour la défense de Mordechaï Vanunu à Paris; nous étions présents le 16 décembre quand une délégation qui s'est présentée à l'ambassade d'Israël a été éconduite de façon méprisante. Cette délégation était composée du professeur Roger Godement, président du Collectif de scientifiques pour le désarmement nucléaire, du docteur



le Bolchévik

La LTF mène campagne pour la libération de Mordechaï Vanunu (à droite). Le 8 décembre dernier, une vingtaine d'étudiants participaient à un piquet sur l'université de Rouen.

*qu'on doit défendre Vanunu parce que c'est un homme qui a prouvé son courage, disant fort qu'Israël avait des bombes nucléaires, et ça me concerne car en Polynésie la France a une base nucléaire. Ils font des essais nucléaires à Tahiti et ça nous concerne tous parce que nous sommes tous des Français; Français et immigrés, on est tous des hommes, alors je pense qu'il ne faut pas avoir peur de dire ses idées. Mobilisons-nous tous pour la libération de Vanunu!"*

Dans le monde entier, le soutien à Vanunu se développe. En Australie, des manifestants arrêtés pour avoir protesté contre la station d'espionnage de la CIA à Alice Springs, amenés devant un tribunal, ont déclaré s'appeler "Mordechaï Vanunu". Et Vanunu a reçu récemment le Right Livelihood Award, le "prix Nobel alternatif". A part quelques articles isolés dans *Révolution*, *Témoignage chrétien*, la France "officielle" a

"monarchie nucléaire", et quiconque touche à la question nucléaire commet un crime de lèse-majesté qui peut être puni de mort. C'est ce qui est arrivé à Fernando Pereira, le photographe de Greenpeace assassiné de sang-froid, sur ordre direct du gouvernement "de gauche" en 1985.

En France, Mordechaï Vanunu devrait être un héros pour tous ceux qui haïssent ce système qui ne leur offre que racisme, austérité et antisoviétisme. Et c'est pourquoi l'affaire Vanunu est pratiquement étouffée ici. Le consensus nucléaire est le pain empoisonné dont la presse immonde nourrit la population. Quant aux politiciens, ils savent qui remplit leurs poches. Un poème de Jacques Prévert exprime parfaitement le caractère grotesque de ce qui tient lieu de discours politique:

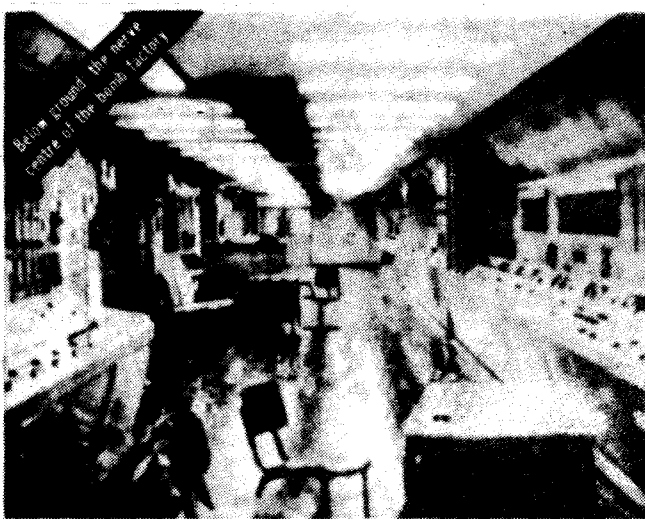
*"Vers la fin d'un discours extrêmement important*

*le grand homme d'Etat trébuchant sur une belle phrase creuse*

le capitaine Dreyfus, martyrisé pour la "gloire de la France".

Il y a six mois, le procès Barbie a rappelé au monde entier les horreurs de l'holocauste nazi... et de la collaboration française dans le massacre des Juifs. Mais le procès était une caricature de "justice" quand de l'intérieur du tribunal Jacques Vergès, antisémite et avocat de la "défense", était autorisé à transformer le procès en apologie du fascisme sous couvert de son nationalisme arabe par procuration; à l'extérieur du tribunal, les fascistes montraient, en profanant un mémorial juif et en saccageant le siège d'un groupe antiraciste nord-africain, qu'en France les Arabes et les Juifs ont un ennemi commun contre lequel ils doivent s'unir. Une campagne massive pour défendre Vanunu pourrait être le commencement d'une véritable revanche sur le procès Barbie, une revanche pour les victimes du boucher de Lyon et pour les victimes de la terreur fasciste aujourd'hui, car en se battant pour la libération de ce Juif d'origine marocaine, qui défend les droits des Palestiniens et lutte contre l'Etat sioniste, nous pouvons aussi, ici en France, porter un coup contre les fascistes qui veulent anéantir tout ce que Vanunu représente et contre la "monarchie nucléaire" qui arme les régimes nationalistes meurtriers du Moyen-Orient.

Mais le temps presse. Le procès secret doit prendre fin en janvier. Les terroristes sionistes qui tirent sur les manifestants palestiniens en Cisjordanie et à Gaza veulent la peau de Vanunu. Parlez-en dans votre syndicat, dans votre organisation démocratique, maintenant! Envoyez des télégrammes de protestation exigeant la libération de Vanunu à: Ambassade d'Israël, 3 rue Rabelais, 75008 Paris. Envoyez dons et messages de soutien à: Comité pour la défense de Mordechaï Vanunu, 41 rue des Martyrs, 75009 Paris.



Sunday Times (Londres)

Photographies de la fabrique souterraine israélienne de bombes nucléaires, dans le désert du Néguev, publiées par le *Sunday Times* de Londres le 5 octobre 1986.

Abraham Behar, de l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) et de Me Denis Langlois, avocat. En réponse à une lettre envoyée par la LTF aux députés du PCF, Ernest Moutoussamy, député de Guadeloupe, a envoyé à l'ambassade d'Israël un télégramme exigeant la libération de Vanunu.

La LTF a également fait circuler une pétition exigeant la libération immédiate de Vanunu, laquelle a obtenu plus de 300 signatures, principalement sur les universités de Nanterre, Rouen et Lyon. A l'appel de la LTF, deux rassemblements se sont tenus le 8 décembre pour exiger la libération de Vanunu, l'un à l'université de Nanterre et l'autre à celle de Rouen, où des militants du FLNKS ont tenu à s'associer à cette protestation. L'un de ces camarades prit la parole au cours du rassemblement: "Alors, en tant que Kanak je pense

entouré l'affaire Vanunu d'un mur du silence, contrairement par exemple à la presse britannique qui en rend compte régulièrement. Et ce n'est pas un hasard. C'est avec l'aide française qu'Israël a commencé à fabriquer des armes nucléaires, la France ayant construit dans les années 50 le premier réacteur nucléaire israélien. Le missile Jéricho-1 était un projet commun franco-israélien, et une collaboration étroite s'est poursuivie jusqu'à la guerre de 1967, quand la France a opéré un retournement des alliances. Aujourd'hui, la France fournit cette même technologie à l'Afrique du Sud, à l'Irak et à d'autres. La capacité de produire ses propres armes nucléaires (et celles d'autres pays) est la seule chose qui empêche l'impérialisme français, avec sa faiblesse économique, de choir définitivement au rang de puissance de troisième zone. On a pu appliquer au régime français le qualificatif imagé de

*tombe dedans et désemparé la bouche grande ouverte haletant montre les dents et la carte dentaire de ses pacifiques raisonnements met à vif le nerf de la guerre la délicate question d'argent."*

Et ces intellectuels qui sont tellement volubiles quand il s'agit de défendre les "résistants" afghans qui défendent l'esclavage des femmes avec leurs missiles antiaériens américains Stinger, ne retrouvent pas leur plume quand il s'agit de défendre Mordechaï Vanunu. Quant aux lieutenants ouvriers du capital, les dirigeants traîtres et chauvins des syndicats, du PCF et du PS, ils n'ont pas levé le petit doigt. Ils savent tous qui sont leurs maîtres et où est leur devoir: "[...] baiser dévotement la poignée du sabre, le dieu", comme disait un certain Emile Zola à propos de la campagne contre un autre Juif,

### Pour contacter la LTF

<b>Paris</b>	<b>Le Bolchévik</b> BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tel: 42 08 01 49
<b>Rouen</b>	<b>M. Benoît</b> BP 817 76009 Rouen Cedex Tel: 35 71 20 86
<b>Lyon</b>	<b>M. Delalandre</b> BP 7104 69353 Lyon Cedex 07 Tel: 78 58 62 17

# 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution russe

## Retour à la voie de Lénine et Trotsky!

Nous reproduisons ci-dessous la première partie d'un article traduit de Spartacist édition anglaise (n°41-42, hiver 1987-88). Spartacist est l'organe théorique et l'organe de référence de la tendance spartaciste internationale, qui est publié, sous la direction de son comité exécutif international, en anglais, français, allemand et espagnol. La seconde partie de cet article sera publiée dans le prochain numéro du Bolchévik, et examinera les contradictions de l'Union soviétique sous la direction du nouveau secrétaire général. Le contraste entre les débats animés qui ont précédé le discours de Gorbatchev pour le 70<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre et le contenu prudent de ce même discours met en lumière les contradictions de la Russie de Gorbatchev. Mikhaïl Gorbatchev cherche à préserver le pouvoir de la bureaucratie alors qu'existe une petite-bourgeoisie éduquée, numériquement importante, et que les masses soviétiques aspirent à une vie meilleure. Mais comme nous le faisons remarquer dans la seconde partie de notre article: "En offrant aux ouvriers soviétiques un semblant de démocratie sur les lieux de travail, le régime Gorbatchev a ouvert la porte à la revendication d'une réelle démocratie ouvrière -- la reconstruction de véritables soviets (conseils ouvriers) et la reconquête de leurs droits politiques par les travailleurs, auxquels les staliniens ont usurpé le pouvoir."

Aujourd'hui, un programme pour la révolution politique en Union soviétique, pour chasser la bureaucratie privilégiée et défendre les acquis d'Octobre, peut être élaboré en commençant avec les mots d'ordre suivants: Staline a maltraité la planification centralisée -- Pour une planification centralisée avec la démocratie soviétique! Les archives soviétiques appartiennent aux peuples soviétiques -- Ouvrez les livres d'histoire! Pour la défense inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution interne! Ces mots d'ordre peuvent être la base d'un programme révolutionnaire pour que l'Union



L.Y. Leonidov

Moscou, le 7 novembre 1919 -- V.I. Lénine et Léon Trotsky, les dirigeants de la Révolution bolchévique, fêtent son deuxième anniversaire sur la place Rouge.

soviétique revienne à la voie de Lénine et de Trotsky.

### Première partie

Il y a 70 ans, en Russie, se produisait l'événement qui a marqué notre époque: la révolution d'Octobre 1917. Une aube nouvelle se levait pour l'humanité alors que le croiseur *Aurore* tournait ses canons contre le palais d'Hiver. Le programme de la révolution prolétarienne prenait corps et vie pour la première fois. Sous la

direction du Parti bolchévique de Vladimir Ilitch Lénine et de Léon Trotsky, le pouvoir politique passait aux mains de la classe ouvrière. Le premier acte du congrès des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans fut de donner la terre aux paysans et de proposer une paix juste et démocratique à toutes les nations belligérantes pour mettre fin à la boucherie de la guerre mondiale impérialiste. Les délégués qui se levaient pour chanter l'Internationale -- "Debout les damnés de la terre, debout les forçats de la faim!" -- sonnaient l'appel à la révolution socialiste mondiale. Et 70 ans plus tard, la Révolution bolchévique est encore la plus grande victoire qu'aient jamais remportée les travailleurs du monde entier.

La révolution russe a été la confirmation vivante de la théorie de la "révolution permanente" de Trotsky, à savoir que dans les pays arriérés comme la Russie, les tâches associées historiquement à la révolution démocratique bourgeoise ne peuvent être accomplies par la bourgeoisie trop faible. Il faut donc que le prolétariat prenne le pouvoir à la tête des masses opprimées. C'est cette analyse qui a permis à Trotsky de se retrouver avec Lénine contre Zinoviev et Kamenev (et, au départ, contre Staline aussi) qui avaient reculé face à la possibilité de s'emparer du pouvoir, ne voulant pas aller plus loin que la lutte pour la démocratie bourgeoise.

Mais l'Etat soviétique naissant, ne recevant pas le soutien attendu de révolutions victorieuses en Europe de l'Ouest, fut assiégé par un monde capitaliste hostile. Cette situation -- plusieurs années désespérées de guerre civile omniprésente, une industrie détruite, des chemins de fer désorganisés, la famine dans les villes et les campagnes -- favorisa une tendance à la démoralisation et à

la dépolitisation parmi les masses laborieuses, tandis que chez les cadres du nouvel Etat ouvrier, se développaient l'autoritarisme bureaucratique, l'abandon des idéaux programmatiques et de la confiance révolutionnaire. Ces tendances ont abouti à une contre-révolution politique qui a trouvé son chef suprême en Staline et son programme dans le dogme du "socialisme dans un seul pays". Les forces de l'internationalisme révolutionnaire personnifiées par Trotsky après la mort de Lénine furent vaincues et plus tard exterminées physiquement.

Pourtant, les acquis fondamentaux de la Révolution bolchévique existent toujours aujourd'hui. Principalement l'économie collectivisée construite en arrachant les ressources productives du pays des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers. Depuis novembre 1917, les impérialistes cherchent à rétablir l'exploitation capitaliste en URSS. A l'heure où il y a, à la Maison-Blanche, un fou dangereux qui rêve de "bombarder [la Russie] dans cinq minutes", la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste est plus que jamais un devoir pour tout ouvrier qui a une conscience de classe.

### LES CRIMES DE STALINE ET SES HERITIERS

Pour asseoir le pouvoir de la caste bureaucratique, Staline a dû détruire la direction bolchévique tout entière. Il y a cinquante ans, avec les tristement célèbres procès de Moscou et les grandes purges, il instaura un règne de terreur au cours duquel il élimina tout le comité central qui dirigea la révolution -- Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine et les autres -- et décapita l'Armée rouge à la veille de l'invasion hitlé-



Novosti

Moscou, 1917 -- Des soldats rouges manifestent pour le communisme.



• Pour une économie planifiée basée sur la démocratie soviétique!

• Les archives soviétiques appartiennent aux peuples soviétiques—  
Ouvrez les livres d'histoire!

• Défense inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme  
et la contre-révolution interne!



L. I. Léonidov

rienne de l'Union soviétique.

Les révélations de Khrouchtchev au XXe congrès du parti, en 1956, soulevèrent partiellement le couvercle sur ces années honteuses mais ce couvercle s'est bien vite refermé. Sous Brejnev, le Kremlin est tombé en léthargie. L'URSS était dirigée par des vieillards gris ternes et certains en vinrent à évoquer la période de Staline avec nostalgie — au moins à cette époque, les lumières restaient allumées tard au Kremlin.

Après un faux départ sous Andropov et un recul sous Tchernenko, Mikhaïl Gorbatchev, dirigeant du parti communiste soviétique, s'est engagé à remettre le pays en mouvement. Soudain, tout l'Occident s'intéresse énormément à ce qui se passe dans l'URSS de Gorbatchev. Les mots "glasnost" (transparence) et "perestroïka" (restructuration) sont devenus tellement courants dans le discours politique qu'ils n'ont plus besoin d'être traduits.

Les difficultés visibles de l'impérialisme américain sont pour beaucoup dans l'intérêt que suscite la Russie de Gorbatchev. Il y a une mode Gorbatchev, le "Gorby chic"; les gosses de Londres et de New-York portent des T-shirts avec le portrait de Lénine, avec "СССР" (URSS en lettres cyrilliques) pour faire un pied de nez à Ronald Reagan ou Margaret Thatcher. Reagan continue à s'enfoncer après le fiasco de l'Iran-contragate; il est en conflit avec les Démocrates sur la politique intérieure, il a été doublé avec le plan de "paix" en Amérique centrale et il menace les Iraniens et le monde entier avec son équipée irrationnelle dans le golfe Persique. Pour couronner le tout, il y a le krach boursier — un vote massif de défiance des capitalistes envers la direction impérialiste. Le *Wall Street Journal*, après le "lundi noir", rapportait une boutade qui circulait à Wall Street: "Tout ça ne serait pas arrivé si Reagan était encore président." Le Reich de Hitler qui devait durer mille ans est tombé au bout de douze ans; la révolution reaganienne aura duré moitié moins de temps.

Pour célébrer le 70e anniversaire de la révolution d'Octobre, Gorbatchev était censé retracer toute l'histoire de l'Union soviétique. Le rédacteur de l'hebdomadaire *Ogoniok*, qui se fait le champion de la *glasnost* à Moscou, avait dit: "Le discours de Gorbatchev nous rendra notre passé, autant le bon que le mauvais, pour que nous puissions créer notre avenir." En fait, le discours de Gorbatchev du 2 novembre fut bien plus inconsistant que beaucoup ne s'y attendaient. Sa dénonciation des "mesures répressives [de Staline] contre un certain nombre de dirigeants et d'hommes d'Etat du parti" était abstraite et bien molle. Il ne mentionna dans ce discours aucune des victimes exécutées après les procès truqués de Moscou. Il est même allé jusqu'à faire ostensiblement l'éloge du rôle de dirigeant militaire de Staline pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Gorbatchev a félicité Staline et Boukharine d'avoir vaincu le trotskysme: "Il était essentiel de démasquer le trotskysme aux yeux du peuple et de mettre à nu son essence antisocialiste" (*Soviet Weekly*, 7 novembre 1987). En même temps, il a pris le parti de Staline contre l'Opposition de droite boukharinienne de la fin des années 20. Après toutes les spéculations dans la presse occidentale que Gorbatchev allait "réhabiliter" officiellement Boukharine, Zinoviev et Kamenév (certains disaient même

Trotsky), il a, dans son discours, dénoncé Zinoviev et Kamenév pour s'être alliés à Trotsky et il n'est pas allé jusqu'à réhabiliter Boukharine, qui fut fusillé comme "ennemi du peuple" en 1938 après les procès à grand spectacle de Staline contre le "bloc des droitiers et des trotskystes".

Pourtant, le réexamen de l'histoire soviétique qui s'est amorcé avec le mot d'ordre de *glasnost*, est déjà devenu un terrain politique miné et il met à mal la cohésion de la bureaucratie. Selon le *New York Times* du 26 octobre dernier, les débats étaient tellement intenses parmi les dirigeants du Kremlin qu'un plénum houleux du comité central a été consacré au discours de Gorbatchev avant qu'il ne le prononce. A la suite

officielle et la falsification systématique de l'histoire soviétique; la façon dont Trotsky, Zinoviev, Boukharine et d'autres dirigeants bolchéviques sont traités comme des non-personnes gêne beaucoup les intellectuels soviétiques et les propagandistes qui veulent pouvoir traiter avec leurs homologues occidentaux sans s'embarrasser de mensonges que personne ne croit et de dissimulations qui démasquent leurs auteurs.

Le "pas de pages blanches" de Gorbatchev a, dans les faits, autorisé un débat passionné sur le rôle de Staline et le sort des vieux-bolchéviques. Au printemps dernier, le journal de l'Union des écrivains soviétiques publiait "les Enfants d'Arbat" d'Anatoly Rybakov. Cette description dévastatrice de la cruauté et de la terreur

attaquait Staline pour avoir "épuré" en 1937 le maréchal Toukhatchevsky ainsi que d'autres officiers de l'Armée rouge: "S'il n'y avait pas eu 1937, il n'y aurait pas eu d'été 1941" disait-il, faisant allusion à l'effondrement de l'armée soviétique au début de l'opération Barbarossa de Hitler.

#### REVOLUTION ET VERITE

A sa manière, Gorbatchev reconnaît que le trotskysme est l'opposition de gauche aux héritiers de Staline. "Le trotskysme était un courant politique dont les idéologues se sont cachés derrière une rhétorique de gauche pseudo-révolutionnaire". Si les calomnies inventées de toutes pièces selon lesquelles Trotsky était un "agent de l'impérialisme" ont été remplacées chez les dirigeants soviétiques actuels par de nouvelles déformations au service des nouveaux buts de Gorbatchev, au moins maintenant la voie est ouverte en URSS pour des éléments qui se considèrent communistes de gauche et qui voudraient examiner l'histoire du combat de Trotsky contre la bureaucratie.

Tout cela va à l'encontre des intentions de Gorbatchev dont le discours du 70e anniversaire était beaucoup plus indulgent pour les crimes de Staline que les "révélations" faites par Khrouchtchev il y a 30 ans. (Gorbatchev a tout de même réussi à glisser quelques mots en faveur de Khrouchtchev.) Khrouchtchev fit son fameux "rapport secret" lors d'une session fermée du XXe congrès du PCUS en 1956. Quand Staline mourut en 1953 — après avoir exterminé tous ses adversaires et construit un appareil dirigé par un seul homme maintenu par la terreur massive de la police secrète —, cela déclencha une lutte acharnée pour le pouvoir dans la bureaucratie. Les dirigeants du Kremlin qui avaient été les complices des crimes de Staline ou qui avaient au moins contribué à les couvrir, avaient besoin de se débarrasser de certains des aspects les plus bizarres et les plus coûteux de la dictature personnelle et paranoïaque de Staline. C'est ainsi que, quelques mois après la mort de Staline, Lavrenti Beria, celui qui était à la tête de sa police secrète tellement redoutée, fut fusillé au Kremlin et accusé après sa mort d'avoir été un agent britannique depuis 1919!

Pour appuyer sa dénonciation du "culte de la personnalité", Khrouchtchev publia le testament de Lénine, qui avait été dicté par ce dernier entre décembre 1922 et janvier 1923, avant le XIIe congrès du parti, mais qui n'avait été révélé pour la première fois, et seulement oralement et se-

Suite page 10



Basil Blackwell Inc.

Des militants de l'Opposition de gauche, exilés en Sibérie, manifestent pour l'anniversaire de la Révolution bolchévique, en 1928. La banderole du milieu, ornée des portraits de Lénine et de Trotsky, proclame: "Vive la dictature du prolétariat!"

de ce plénum — où Boris Eltsine, secrétaire général du parti à Moscou, et connu pour être un fervent partisan de Gorbatchev, se serait attaqué à la lenteur des "réformes" — Eltsine, selon la presse occidentale, aurait menacé de démissionner et sa démission pourrait avoir été acceptée.

En février dernier, Gorbatchev avait déclaré: "Il faut qu'il n'y ait ni blanc, ni nom oublié dans l'histoire ou la littérature." Il est d'une importance cruciale pour Gorbatchev de surmonter l'aversion d'importants secteurs de l'intelligentsia pour les apparatchiks, afin de susciter de l'enthousiasme pour la *perestroïka*. Nombre d'intellectuels sont rebutés par la médiocrité de la vie culturelle

arbitraires à Moscou sous Staline dans les années 30 a touché un nerf sensible et la rédaction s'est vue submergée de lettres. L'une de ces lettres, écrite par Mikhaïl Chatrov, auteur dramatique (dont le père a été fusillé par un matin sanglant de mai 1937, avec 6200 autres assassinés ce jour-là dans quatre camps différents), déclarait que Staline "avait objectivement fait plus pour la défaite du mouvement [révolutionnaire russe] que tous nos ennemis de classe pris ensemble". A peu près à la même époque, dans le numéro de juin de *Nauka i Jizn* (Science et Vie) on trouvait la publication posthume d'un discours de Konstantin Simonov, écrivain bien connu, qui



La "troïka" formée par Staline, Kamenev (deuxième à droite) et Zinoviev prit le contrôle du parti après la mort de Lénine. (Le deuxième à partir de la gauche est Rykov.)

# Lénine et Trotsky...

Suite de la page 9

crètement, qu'aux délégués du XIII<sup>e</sup> congrès du parti en 1924, puis finalement enterré par Staline. En faisant référence au testament de Lénine dans son discours du 2 novembre, Gorbatchev a soigneusement omis la phrase de Lénine: "Je propose donc aux camarades d'étudier un moyen pour démettre Staline de ce poste", celui de secrétaire général (*Oeuvres*, tome 36). Gorbatchev a ainsi voulu montrer quelles étaient les limites autorisées de la glasnost.

Mais ce n'est pas si facile. Pendant le "dégel khrouchtchévien", une couche importante de l'élite politique soviétique a pris conscience de certains aspects saillants de l'histoire soviétique. On sait que Lénine dans les derniers mois de sa vie active a mené une bataille contre la bureaucratie. Mais la bureaucratie a gagné et c'est un fait décisif si l'on veut comprendre l'Union soviétique aujourd'hui.

Lénine a fait un *bloc politique* avec Trotsky contre la troïka de Staline et de ses alliés d'alors, Zinoviev et Kamenev. Il a recherché le soutien actif de Trotsky pour défendre le monopole d'Etat du commerce extérieur et mettre le holà aux abus du Rabkrin (inspection ouvrière et paysanne) dirigé par Staline jusqu'au milieu de 1922 et avec lequel il conserva des liens étroits ensuite. Lénine a en particulier essayé de pousser Trotsky à mener fermement bataille contre la façon abusive dont Staline traitait les nationalités, spécialement les Géorgiens qui, après avoir enduré l'oppression sous le Tsar, voulaient des garanties sur l'égalité des nations dans l'Union des républiques soviétiques. Lénine avait insisté qu'il fallait infliger une punition exemplaire à Grigori Ordjonikidzé, le principal lieutenant de Staline, pour sa brutalité et son chauvinisme grand-russe dans l'affaire géorgienne. Il ajoutait: "Il va de soi que c'est Staline et Dzerjinski qui doivent être rendus politiquement responsables de cette campagne foncièrement nationaliste grand-russe" ("La Question des nationalités ou de l'autonomie", *Oeuvres*, décembre 1922).

Mais Trotsky ne mena pas l'âpre combat dans lequel Lénine voulait qu'il s'engage. Il ne sut pas discerner à l'avance où allait Staline (Staline ne le savait probablement pas non plus). Trotsky était aussi un peu isolé: il était certes le numéro deux de l'Etat soviétique mais il n'avait rejoint les bolchéviques qu'après la révolution de février (même si par la suite il dirigea personnellement la révolution d'Octobre). Il craignait d'être vu comme agissant par ambition personnelle. Trotsky fut contraint à trop de modestie pendant trop longtemps. Alors que pour maintenir une politique révolutionnaire, il fallait qu'il se batte pour la politique léniniste à laquelle il adhérait, donc qu'il se mette en avant.

La guerre civile et la dévastation de l'économie qu'elle avait causée



V.V. Loboda

V.I. Lénine à Gorki en 1922

engendrèrent un épuisement et une atomisation du prolétariat soviétique, démoralisé de surcroît par la défaite de la révolution allemande de 1923. Dans cette situation, les soviets cessèrent de fonctionner en tant qu'organes gouvernementaux. Mais le débat pouvait encore avoir lieu à l'intérieur du Parti bolchévique et en décembre 1923, les pages de la *Pravda* s'ouvrirent une dernière fois à la diffusion des débats internes du parti.

Lénine, malade, était hors d'état d'intervenir et mourut le 21 janvier 1924 à l'âge de 54 ans. Au XIII<sup>e</sup> congrès du parti, en janvier 1924, Staline et ses alliés de la troïka (Zinoviev et Kamenev) réduisirent à néant la démocratie du parti pour accéder à la suprématie. En automne 1924, Staline énonça son nouveau schéma: la théorie du "socialisme dans un seul pays", négation de la conception léniniste selon laquelle la survie de la révolution d'Octobre dépendait de son extension sur le plan international et en particulier dans les pays capitalistes avancés.

Dans la *Révolution trahie* (1936) Trotsky explique que le fondement social de la montée de la bureaucratie avait ses racines dans la pénurie: "Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence d'un agent de police s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique." "Le socialisme dans un seul pays" reflète en termes "théoriques" la conscience d'elle-même que la bureaucratie naissante était en train d'acquiescer; désormais, elle allait agir délibérément pour préserver ses privilèges.

Pour consolider encore son pouvoir, Staline fit et défit toute une série de blocs avec différents dirigeants du parti et poursuivit d'une manière impressionniste un cours en zigzag. Par exemple, après avoir écrasé l'Opposition de gauche, il put tranquillement emprunter d'importants éléments de son programme. D'abord Staline s'était opposé à sa proposition de mettre un terme aux conséquences désastreuses de la politique économique de la Droite (dirigée par Boukharine, Rykov et Tomsky) qui tournait le dos à la nécessité d'une politique d'industrialisation socialiste et qui, au contraire, donnait aux paysans riches la mainmise dans les campagnes. Puis, il fit volte-face et imposa une collectivisation forcée. La souffrance humaine que causa cette politique appliquée avec une incroyable brutalité est censée être aujourd'hui un secret en URSS. Comme il prenait un virage à "gauche", Staline rompit avec la droite boukharinienne, et la détruisit politiquement.

Pour asseoir le pouvoir de la caste bureaucratique conservatrice, il ne suffisait pas à Staline d'écraser et d'isoler ses adversaires politiques. Il dut aller jusqu'à détruire sa propre fraction, car nombreux étaient les cadres qui étaient opposés à ce qu'on exécute leurs adversaires politiques communistes.

En 1934, au XVII<sup>e</sup> congrès du parti, qui avait déjà connu épuration

après épuration, la réélection de Staline au poste de secrétaire général se passa à bulletin secret -- et 20% des voix furent contre lui. Staline se servit, en 1934, de l'assassinat de Kirov, un de ses partisans de longue date qui était devenu un rival potentiel, pour se lancer dans des assassinats en masse et se venger par la même occasion et d'une manière sanglante contre les participants du XVII<sup>e</sup> congrès. Comme l'élection s'était passée à bulletin secret, Staline ne put distinguer ses "ennemis",

terre, politique qui fut intitulée "front populaire" et adoptée en 1935. L'étranglement de révolutions à l'étranger au nom du "front populaire" alla de pair avec l'extermination des vieux-bolchéviques en URSS. Les procès de Moscou eurent lieu précisément au moment où Staline trahissait la révolution espagnole afin de gagner la confiance des politiciens capitalistes à Paris et à Londres. La victoire de la révolution prolétarienne en Espagne aurait pu inspirer les travailleurs de tous les pays et aurait peut-être donné aux ouvriers soviétiques suffisamment de confiance révolutionnaire pour balayer l'oligarchie du Kremlin. Mais Staline envoya vague après vague d'agents de la Guépéou et de "commissaires" pour écraser les détachements avancés du mouvement ouvrier insurgé qui voulaient se battre pour la révolution socialiste. Sa politique "pratique" était que les ouvriers devaient protéger la république pour "gagner la guerre" contre le général Franco. Le résultat fut que Franco triompha et régna sur l'Espagne pendant les quarante ans qui suivirent. Voilà ce qu'était le "socialisme dans un seul pays" en action à l'étranger. C'est à cause de tels crimes contre le prolétariat international que Trotsky surnomma Staline le "fossoyeur des révolutions".

Depuis son exil d'URSS en 1929, jusqu'à ce qu'il tombe aux mains d'un assassin stalinien en 1940, Trotsky ne cessa de défendre la bannière de l'Opposition de gauche, continuateur authentique de la tradition du Parti bolchévique de Lénine. Alors que se déroulait le déplorable spectacle des faux "aveux" des procès de Moscou -- "aveux" pas seulement



E.I. Lissitsky/G.P. Putnam's Sons

Le haut commandement de l'Armée rouge, avec le maréchal Toukhatchevsky (deuxième à gauche, en haut). L'élite des officiers soviétiques fut liquidée par Staline à la veille de l'invasion par l'Allemagne nazie.

ceux qui avaient voté contre lui, des 80% autres qui avaient été "loyaux", alors il les massacra pratiquement tous. Dans son rapport secret de 1956, Khrouchtchev révéla que 70% des membres du comité central élu au XVII<sup>e</sup> congrès avaient été exécutés. La proportion de délégués assassinés était à peu près la même.

La dégénérescence de la Révolution bolchévique se refléta aussi dans la façon dont Moscou dirigeait le mouvement communiste mondial. Au milieu des années 20, l'Internationale communiste prétendit faire la révolution par des moyens bureaucratiques, se lançant parfois (c'était la spécialité de Zinoviev) dans des insurrections décidées à la légère. Staline et Boukharine, son partenaire d'alors, furent totalement désorientés par la révolution chinoise de 1925-27. D'abord, ils se mirent à la traîne du Kuomintang nationaliste bourgeois puis brusquement organisèrent "la commune de Canton", une insurrection totalement aventuriste. Quoi que Staline fasse, rien ne marchait. Pendant la dénommée "troisième période" qui commença vers la fin des années 20, le Comintern adopta une attitude ultra-gauche et sectaire -- ce qui permit au nazisme de triompher en Allemagne, sans que le puissant prolétariat allemand ne lutte.

Craignant la résurgence et le réarmement de l'impérialisme allemand avec Hitler, Staline se mit à rechercher désespérément des alliances avec les puissances impérialistes "démocratiques", la France et l'Angle-

extorqués par la terreur car les victimes de ces procès pensaient aussi, dans leur confusion, qu'elles "serviraient la révolution" si elles coopéraient avec Staline et jouaient le jeu de ses accusations monstrueuses -- Trotsky et ses camarades en Union soviétique refusèrent d'"avouer" ou de renoncer à leurs convictions révolutionnaires.

Des années plus tard, Léopold Trepper, qui n'était pas trotskyste (en fait c'était un communiste juif polonais qui avait créé et dirigé un réseau d'espionnage soviétique, l'"Orchestre rouge", en Allemagne nazie et en Europe occupée, pendant la Deuxième Guerre mondiale), rendit hommage à leur ténacité et, faisant des reproches à "tous ceux qui ne se sont pas dressés contre la machine stalinienne", il demandait: "Mais qui donc à cette époque protesta?" Sa réponse fut: "Les trotskystes peuvent revendiquer cet honneur [...]. Ils combattirent totalement le stalinisme et ils furent les seuls. [...] Aujourd'hui, les trotskystes ont le droit d'accuser ceux qui jadis hurlèrent à la mort avec les loups. Qu'ils n'oublient pas toutefois qu'ils possédaient sur nous l'avantage immense d'avoir un système politique cohérent, susceptible de remplacer le stalinisme, et auquel ils pouvaient se raccrocher dans la détresse profonde de la révolution trahie. Eux n'avaient pas, car ils savaient que leurs aveux ne servaient ni le parti ni le socialisme" (Léopold Trepper, *Le Grand jeu*, 1977).


[A suivre]

**SPARTACIST**

70th Anniversary of Russian Revolution

**Return to the Road of Lenin and Trotsky!**

PAGE 4



Where is Gorbachev's Russia Going?

PAGE 22

The Political Platform of the Communist Party of the Soviet Union  
Members of a Revolutionary Jewish Worker Party

**VIENT DE PARAITRE: Spartacist,**  
éd. anglaise n°41-42 - 9F port incl.  
Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,  
75463 Paris cédex 10

## Meeting commémoratif à Coyoacan

# Trotsky et la Révolution bolchévique

Le 7 novembre dernier, en l'honneur du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution bolchévique, une journée de commémoration a été organisée au musée Léon Trotsky à Coyoacan, au Mexique. Le musée est installé dans la maison où Trotsky a vécu et travaillé pendant les dernières années de sa vie, avant d'être frappé par un tueur stalinien en août 1940. Une exposition d'oeuvres de jeunes peintres a été organisée sur la terrasse et dans plusieurs salles, ainsi que des concerts, des lectures de poésies dans le jardin du musée, et une vidéo sur la vie quotidienne de Trotsky a été montrée dans la salle à manger. Cette commémoration a été filmée par l'Hispanic American Television Network.

Dans la soirée se sont tenues deux tables rondes auxquelles assistaient une centaine de personnes qui représentaient toute une gamme d'opinions sur le thème "Léon Trotsky et la Révolution bolchévique". Dans la première de ces tables rondes sont intervenus Esteban Volkov Bronstein, le petit-fils de Trotsky, et Jan Norden, de la tendance spartaciste internationale. Ont participé à la seconde discussion Javier Contreras, Adolfo Gilly et Manuel Aguilar Mora, du PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs), section mexicaine du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale.

Dans son article sur cette commémoration à Coyoacan, le *New York Times* du 16 novembre 1987 écrivait, dans le contexte d'une interview avec Esteban Volkov: "Plusieurs de ceux qui se sont rassemblés ici la semaine dernière pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution bolchévique ont déclaré qu'ils étaient plus optimistes quant à leurs perspectives politiques qu'à aucun moment dans un passé récent."

"Il y a un changement significatif dans le climat maintenant", a déclaré Jan Norden, rédacteur en chef du journal trotskyste américain *Workers Vanguard* et membre du comité central de la Spartacist League des Etats-Unis. "Les événements en Union soviétique et le renouveau d'intérêt, dans le monde entier, pour le rôle de Trotsky, nous ont donné une réelle ouverture." Le discours de Norden

Léon Trotsky, le fondateur de l'Armée rouge, passe les troupes en revue sur la place Rouge à Moscou en 1921.



le soir de la réunion de commémoration développait le thème suivant: "Ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique est hautement contradictoire [...]. Ce processus contradictoire ne représente pas un lent processus d'autoréforme de la bureaucratie, mais bien l'apparition de forces centrifuges et d'une polarisation de plus en plus marquée. Un véritable renouveau socialiste dans le pays de la Révolution bolchévique exige une révolution politique prolétarienne, restaurant la démocratie soviétique, reforgeant le plan économique dans les intérêts des travailleurs, et renouant avec le véritable internationalisme prolétarien." Il développa les mots d'ordre qui peuvent constituer

la base d'un programme révolutionnaire aujourd'hui en URSS: Staline a sali le terme même d'économie planifiée -- Pour une planification centralisée avec la démocratie soviétique! Les archives soviétiques appartiennent aux peuples soviétiques -- Ouvrez les livres d'histoire! Pour la défense inconditionnelle de l'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution interne! Et il termina son discours en appelant au "retour à la voie de Lénine et de Trotsky!"

Dans la conclusion de son discours, Volkov a examiné le rôle que la classe ouvrière russe jouera dans la suite des événements: "Au bout du compte, les prochains chapitres de l'histoire, qui vont indiscutablement être tout

à fait passionnants, vont montrer quel sera le dénouement de ce roman parfois tragique qu'est l'histoire -- est-ce que la bureaucratie est une excroissance d'un système planifié qui, du fait de sa propre évolution et de ses propres contradictions avec le progrès du pays, va disparaître en tant que groupe ou classe privilégiée -- ce qui est très probable. L'histoire nous a enseigné que le pouvoir n'est pas octroyé ou donné, mais qu'il doit être conquis. Et il est probable que la classe ouvrière russe, qui n'est plus à l'étape où elle se trouvait à l'époque de la Révolution russe, -- c'est une classe nombreuse, une classe avec maintenant une grande conscience politique --, si ces droits ne lui sont pas accordés par la bureaucratie, elle saura comment s'en emparer par la force."

### LES ASSASSINS NE PEUVENT PAS "REHABILITER" TROTSKY

Un des sujets débattus dans les discussions, cette soirée du 7 novembre dernier, a été la campagne de pétitions lancée par des sociaux-démocrates et plusieurs groupes qui se réclament du trotskysme appelant le Kremlin à "réhabiliter" Trotsky. Trotsky s'était pourtant battu, dans son travail à la fois théorique et pratique, qu'il a accompli avec Lénine à la direction de l'Etat soviétique et à la tête de l'Armée rouge, pour une société très différente de celle qui existe aujourd'hui en Union soviétique. Par conséquent, comme l'a fait remarquer le représentant spartaciste, il n'est guère surprenant que la bureaucratie dénature Lénine et dénonce Trotsky, comme l'a fait Gorbatchev dans son discours du 70<sup>e</sup> anniversaire.

Au cours de leurs rapports introductifs, Volkov ainsi que Norden avaient donné leur opinion sur cette campagne. Esteban Volkov déclarait: "Après une grande campagne de presse en Europe, en France, partout, comme quoi on parlait de réhabiliter Trotsky à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution bolchévique, non seulement le créateur de l'Armée rouge et toute la vieille garde de Lénine

Suite page 12

## L'étrange dialectique néo-pacifiste du Pr. Mandel

Paris, 3 novembre -- Il y avait là 400 personnes dans une salle trop petite. Apparemment, toute la LCR parisienne ainsi que nombre d'ex-militants LCR étaient venus; il y avait même plusieurs des pablistes mandéliens qui sont passés au PS en 1981-82. Ils étaient venus pour écouter Ernest Mandel, le porte-parole principal du Secrétariat unifié de la "Quatrième Internationale" (SU) et spécialiste en économie, parler du krach financier. Et cette grande fresque mandélienne, qui brossait un tableau de la situation mondiale, n'a semble-t-il que peu eu l'heur de plaire à la LCR, qui ne lui a même pas consacré une colonne dans son hebdomadaire *Rouge*. Peut-être parce que Mandel n'a pas daigné descendre dans les détails mesquins de la cuisine électorale hexagonale ou chanter les louanges de la candidature de Pierre Juquin, vue comme la "grosse occase" par les soixante-huitards vieillissants de la LCR mais qui ne défraie guère la chronique dans les centres politiques internationaux.

A une question émanant d'une dirigeante de la LCR (le sempiternel "quel programme pour unifier les luttes en France?") Mandel a répondu en substance: hors sujet!

S'il y avait une espèce de dialogue de sourds entre Mandel et la LCR, c'est aussi la manifestation d'un vrai problème qui doit troubler les esprits au pays des pablistes. Il s'agit d'un problème encadré dans cette "Internationale" si peu "unifiée" et où l'opportunisme est devenu un art élaboré: la capitulation devant l'"opportunité" d'hier peut venir gêner la capitulation devant l'"opportunité" d'aujourd'hui. Mitterrand est en Europe le sergent recruteur principal pour les préparatifs de guerre antisoviétiques, et la LCR s'est engagée à fond dans des campagnes anticomunistes contre l'intervention soviétique en Afghanistan et pour soutenir la tentative de prise du pouvoir contre-révolutionnaire de Solidarnosc, le "syndicat" polonais soutenu par les banquiers et la CIA. Mais aujourd'hui Mandel, qui est plus cosmopolite

dans son centrisme que la direction nationale bornée de la section française du SU, commence à s'apercevoir que les "opportunités" d'antan, dont il s'était fait le propagandiste enthousiaste, risquent maintenant d'être gênantes. "Les Etats-Unis et l'Allemagne sont épris de Gorbatchev", dirait-il, "la 'dynamique' a changé de cap!" Loin d'avancer un programme qui permettra à la classe ouvrière soviétique de balayer la bureaucratie par la révolution politique, Mandel et Cie créent des illusions dans cette même bureaucratie (cf. ci-dessus l'article sur Coyoacan et la campagne pour "la réhabilitation de Trotsky"). 1953 à Berlin-Est, Gomulka en Pologne en 1956, Dubcek en Tchécoslovaquie en 1968, les pablistes ont à chaque fois trouvé la "dynamique" à suivre dans l'"autoréforme" de la bureaucratie, et ils vont y arriver aussi cette fois-ci. Mais d'abord, n'est-ce pas, il faut apprendre à ses troupes à reconnaître la nouvelle réalité mondiale.

Mais avec chaque "nouvelle réalité



Spartacist Canada

Ernest Mandel

mondiale", plus ça change, plus c'est la même chose, car ce qui reste éternel dans la méthodologie pabliste, c'est le rejet du principe révolutionnaire de base: seule la classe ouvrière, avec à sa tête un parti léniniste, peut renverser le capitalisme et ouvrir la voie au socialisme en instaurant la dictature du prolétariat. Depuis la destruction de la Quatrième Internationale par les révisionnistes pablistes, en 1951-53, ceux-ci ont essayé une multitude d'"avant-gardes":

Suite page 12

## Coyoacan...

Suite de la page 11

-- tous des camarades bolchéviques -- n'ont pas été réhabilités, mais afin qu'il ne puisse pas y avoir de doutes sur la loyauté de Gorbatchev envers le groupe qu'il dirige, il a encore dû traiter le fondateur de l'Armée rouge de politicien malhonnête et de fractionnaliste petit-bourgeois."

Norden expliqua la position de la tendance spartaciste internationale: "Ces jours-ci, il y a des gens qui demandent à Gorbatchev la réhabilitation de Trotsky. D'Angleterre est venue une campagne de pétitions qui a recueilli les signatures de personnalités connues du Parti travailliste, et cette pétition est soutenue par différentes tendances se réclamant du trotskysme. En fait, il y a quelques jours, après la diatribe antitrotskyiste de Gorbatchev, ils ont apporté une pétition à l'ambassade d'URSS ici au Mexique. Mais Trotsky et les vieux-bolchéviques n'ont pas besoin d'être réhabilités. Il y a déjà 50 ans de cela, la commission Dewey avait définitivement démasqué les machinations des procès de Moscou, et depuis le rapport secret de Khrouchchev en 1956, plus personne ne croit que Trotsky était l'agent du Mikado, du führer et du roi d'Angleterre,

ni que Boukharine, Zinoviev-Kamenev et Toukhatchevski étaient des espions nazis. Aujourd'hui donc, les calomnies staliniennes contre Trotsky et les autres dirigeants bolchéviques discréditent la bureaucratie. Et de ce fait les chefs du Kremlin cherchent à se réhabiliter eux-mêmes!

"Est-ce que les assassins peuvent réhabiliter leurs victimes? Jamais! Appeler le Kremlin à 'réhabiliter' Trotsky -- qui n'a commis aucun crime, et de ce fait n'a pas besoin du pardon de ses bourreaux -- implique que les grandes purges ont été les agissements déments d'un homme seul et non l'oeuvre d'une bureaucratie reposant sur les fondations d'un Etat prolétarien bien que bureaucratiquement dégénéré, et qui ne peut conserver son pouvoir et ses privilèges qu'au moyen de mensonges. Cela implique aussi une perspective d'auto-réforme de cette bureaucratie et l'abandon de la lutte pour une direction léniniste-trotskyiste indépendante, l'élément clé pour balayer les usurpateurs et ramener la Russie dans la voie d'Octobre. Staline a exterminé la vieille garde bolchévique, et en particulier l'Opposition de gauche trotskyiste, pour la même raison qu'il a décapité la révolution espagnole -- pour mener à bien son programme de collaboration de classe avec la bourgeoisie impérialiste à travers ce qui a été appelé les 'fronts popu-



Workers Vanguard

Esteban Volkov Bronstein, le petit-fils de Trotsky (à gauche) et Jan Norden (au centre) à la commémoration du 70e anniversaire de la Révolution russe dans la maison de Trotsky à Coyoacan, au Mexique.

lares'. Et c'est seulement au moyen d'une lutte acharnée pour le programme de Lénine et de Trotsky que nous pourrions remettre à leur vraie place les héros de la révolution d'Octobre."

[Le texte complet des discours de Jan Norden et d'Esteban Volkov a été traduit de l'espagnol par Workers Vanguard et a été publié dans le n°441. Les extraits reproduits ci-dessus sont traduits de l'anglais.]

## Mandel...

Suite de la page 11

les partis staliniens, les nationalistes dans les pays coloniaux, les étudiants, les femmes, jusqu'aux mollahs en Iran et aux sociaux-démocrates en France. Pas étonnant que la LCR ressemble à un citron pressé: après avoir vingt ans durant cherché l'"avant-garde" ailleurs que dans sa propre organisation, on commence à se demander quelle est sa raison d'être. Et il n'y a pas de réponse à cette angoissante question.

Mandel tel qu'en lui-même, classiquement pédagogue autant qu'apographe, a présenté pour la première fois la "vision" habituelle: "rien ne sera plus comme avant." En effet, après avoir donné force détails et chiffres sur la situation mondiale, la seule conclusion à laquelle le bon professeur Mandel est arrivé, c'est que l'économie mondiale va vers une récession catastrophique, que les équipes politiques vont changer et s'orienter vers une économie néo-keynésienne, Démocrates aux USA, sociaux-démocrates en France, et enfin que les deux classes ouvrières qui avaient longtemps gardé le silence, les classes ouvrières américaine et soviétique, allaient certainement rentrer dans l'arène. Après une attaque rapide mais ferme contre la *perestroïka* de Gorbatchev (oublié le soutien délirant du SU au "socialisme de marché" de Solidarnosc), Mandel devait souligner au passage que la politique menée par les nouveaux dirigeants du Kremlin -- le mélange *glasnost* et *perestroïka* -- est lourde de contradictions et peut mener à une situation explosive.

Ainsi, toute cette foison de détails pour s'arrêter là où, pour les marxistes, commencent les questions sérieuses: comment les impérialistes régissent-ils leurs crises économiques? Mandel n'a-t-il pas "oublié" une possibilité à laquelle le capitalisme en crise pourrait recourir: la guerre pour reconquérir les marchés, une guerre contre l'URSS et les Etats ouvriers déformés? Quel est donc l'enjeu des menaces de guerre actuelles si ce n'est pas l'URSS? Comment mobiliser autour de la défense de l'URSS?

Ce sont ces questions cruciales qu'ont abordées les camarades de la LTF qui sont intervenus dans le débat, dans une atmosphère, disons-le, très *glasnost* et attentive de la part de la LCR, dont les militants ont pourtant pris l'habitude, depuis plusieurs années, de réagir à nos interventions comme des curés devant une apparition du Malin: soit fermer les yeux et prier que ça disparaisse, soit crier des incantations hystériques contre l'"empire du mal". En effet,

dans le débat qui a suivi l'exposé de Mandel, c'est nous qui avons eu la vedette. Balayant d'un revers de phrase méprisante les arguments des "capitalistes d'Etat" de Socialisme international qui venaient d'intervenir, Mandel a répondu quelque chose comme: "Même un bébé pourrait voir la différence entre les économies de l'Est et de l'Ouest." Puis il a consacré ses deux longues réponses principales aux camarades de la LTF, soulignant au passage que "comme toujours les spartacistes étaient ceux qui posaient les bonnes questions même si c'était pour donner de mauvaises réponses". En fait de bonnes questions, c'est la position du trotskysme que les camarades de la LTF ont développée en rappelant la volonté manifeste des impérialistes d'acquiescer une force de première frappe pour gagner une guerre nucléaire contre l'URSS, comme en témoignent le programme de "guerre des étoiles",

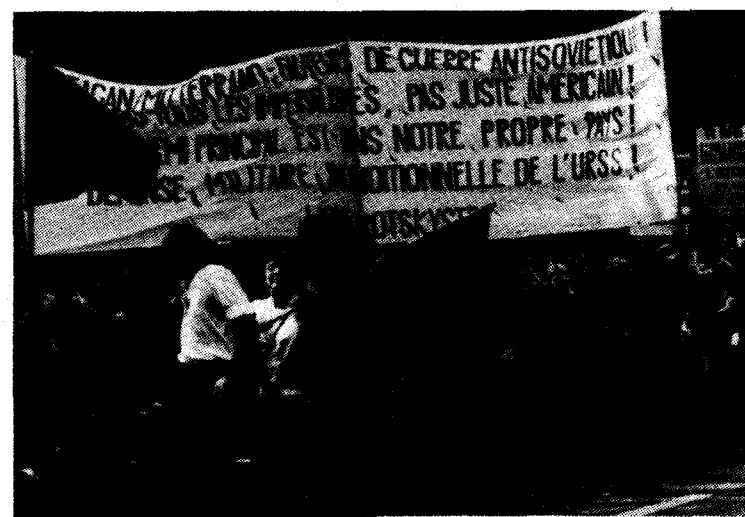
arguments. Il a déclaré que la guerre nucléaire ne pouvait pas avoir lieu parce que ce serait un suicide pour les capitalistes eux-mêmes, que ça détruirait les marchés et toute la planète en même temps. Certes, Mandel connaît ses classiques, et il n'a donc pas manqué de rappeler que Trotsky a expliqué dans "Qu'est-ce que le national-socialisme" qu'on ne peut pas jurer qu'il n'existe pas parmi les capitalistes une frange assez cinglée pour mettre en pratique une telle "solution". Pour illustrer cette question, il a fait une parenthèse tout simplement bizarre et a raconté qu'aux Etats-Unis il a vu des gens comme ceux de la John Birch Society. Il a débattu avec l'un d'eux à la télévision américaine, et cet individu lui a expliqué qu'il y avait à la frontière entre les USA et le Mexique 100000 hommes de troupe chinois déguisés en soldats de l'ONU. Mandel lui a proposé d'aller voir, et l'autre

la première boucherie interimpérialiste avait été: "Transformer la guerre impérialiste en guerre civile." "Essayez", nous dit-il, "le mot d'ordre 'Transformer la guerre thermonucléaire en guerre civile.'" Peut-être le silence qui a accueilli ce petit jeu de mots montrait-il que l'assistance n'avait pas trouvé le sujet si rigolo que ça.

Pour Mandel, les dangers de guerre n'existent pas parce que "les masses s'y opposeront" -- quelles masses, sur quel programme? Cela importe peu. Ce qui compte, c'est que "nous ne sommes plus en '39", les "masses" sont là et il faudra d'abord les écraser "comme en '33". Mais comment écraser les fascistes, pour éviter un '33? Pas de réponse. Pour couronner le tout, Mandel expliquera: les guerres sont impossibles, nous ne sommes plus en '39, donc le mot d'ordre c'est... il faut empêcher les guerres!

Malgré ce développement tortueux et étrange, le problème de Mandel était clair: éviter à tout prix de soulever la question de l'URSS pour ne pas briser la chaîne syphilitique qui lie le SU à la social-démocratie de guerre froide, tout en laissant la porte ouverte à un suivisme de Gorbatchev. Pour ceux qui ne saisissent pas l'ensemble, il suffit de prendre la première étape: prendre en marche le train du "désarmement" et de la "paix", cette partie de la ligne Gorbatchev qu'apprécient tant les bourgeois allemands qui placent leurs espoirs plutôt dans une pénétration économique de l'URSS que dans une confrontation militaire immédiate pour renverser l'économie planifiée, un acquis crucial de la révolution de 1917. Si les militants de la LCR éprouvent une certaine gêne à avaler cette ligne, c'est parce que leurs amis sociaux-démocrates comprennent bien que la bourgeoisie française, si elle s'engage dans cette voie, a peu de chances de rester dans la course, avec la concurrence des pays impérialistes qui disposent d'une véritable puissance économique. En France, on célèbre au son du fifre et du tambour la petite force de frappe, et le désarmement est très peu à la mode.

Mais la situation internationale est explosive, en partie parce que pour la première fois depuis des décennies des conditions propices se mettent en place pour une révolution politique en Union soviétique. Nous, trotskystes, disons qu'il est plus que jamais nécessaire de gagner les classes ouvrières du monde entier à lutter résolument pour la défense des acquis d'Octobre et pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes, laquelle peut seule désarmer les bras meurtriers des impérialistes qui s'abattraient sans nul doute sur l'Union soviétique redevenue peut-être le phare de la révolution mondiale.



le Bolchévik

Défense de l'URSS! A la manifestation contre la venue de Reagan le 5 juin 1982, la LTF dénonçait son sergent recruteur antisoviétique Mitterrand, le grand espoir des amis de Mandel.

la multitude de conflits "limités" par procuration déclenchés par l'impérialisme pour affaiblir l'URSS (comme contre le Nicaragua et la Libye), et enfin le fait qu'après 1918 il existait bien dans les classes ouvrières du monde entier un sentiment largement répandu que cette guerre avait été la "der des ders", mais que cela n'avait pas empêché les directions réformistes d'atteler à nouveau le prolétariat au char de la bourgeoisie et de le replonger dans une nouvelle boucherie de guerre impérialiste; en conséquence, la question clé pour faire échec aux menaces d'holocauste nucléaire c'est de gagner les classes ouvrières des pays impérialistes au programme de la révolution prolétarienne, dont un des points principaux est justement la défense de l'URSS contre les menées bellicistes de l'impérialisme.

En l'occurrence, les mauvaises réponses c'était plutôt l'étrange "dialectique" néo-pacifiste à laquelle Mandel s'est livré pour réfuter ces

lui a répondu que le simple fait de dire ça prouvait qu'il était communiste. Apparemment, Mandel est moins bien informé sur l'état d'esprit d'un certain Ronald Reagan, lequel croit à la lettre la prophétie biblique de l'Apocalypse. Et devinez qui sont ceux qui montent au ciel et qui sont ceux qui sont anéantis dans les rêves du cinglé qui habite toujours à la Maison-Blanche? Mais en tout état de cause, le professeur Mandel sait donc qu'il y a un "facteur irrationnel" dans le camp impérialiste. Mais qui donc lui a octroyé la capacité et le droit de déterminer que ce facteur quantitatif ne va jamais se transformer en facteur qualitatif?

En réponse à l'intervention du deuxième camarade de la LTF (qui d'ailleurs a exprimé en passant ses soucis quant à la rationalité du camarade Mandel pour avoir discuté aux Etats-Unis, comme il dit l'avoir fait, avec des archi-réactionnaires) Mandel a fait implicitement référence à Lénine dont le mot d'ordre pendant

# Palestine...

Suite de la page 6

**décret militaire interdisant les élections syndicales, le syndicat des charpentiers et des ouvriers du bâtiment a organisé des élections le 21 février 1987. Des soldats israéliens, qui apparemment ne s'attendaient pas à une forte participation, avaient été postés en relativement petit nombre à l'intérieur et autour de l'entrée du seul et unique bâtiment syndical dans la ville de Gaza. Mais en fait 71 ouvriers se sont présentés et, accompagnés par la presse étrangère et par les dirigeants du groupe Rakah [le Parti communiste israélien] dans l'Histadrout, sont passés devant les soldats médusés qui ne purent opposer que des objections symboliques"** (Joost R. Hilterman, "Palestinian Unions -- Force for Change In the West Bank", *Nation*, 3 octobre 1987).

Comme la grève générale l'a montré, les travailleurs palestiniens sont aujourd'hui une force de plus en plus puissante. En Cisjordanie, plus de 35% des travailleurs sont organisés dans des syndicats "illégaux" -- avec qui les employeurs sont néanmoins obligés de négocier --, largement, là encore, sous l'influence des stalinien. Cependant, les stalinien canalisent les syndicats palestiniens vers l'Histadrout raciste. L'Histadrout est une fédération "syndicale" corporatiste (par ailleurs le plus grand employeur d'Israël) qui s'est construite en brisant les grèves des travailleurs arabes au nom du travail "exclusivement juif".

Le Rakah, enfermé dans sa quête d'une futile solution démocratique bourgeoise, se prosterne simultanément devant les nationalismes sioniste et palestinien, et défend l'existence de l'Etat sioniste tout en soutenant le nationalisme petit-bourgeois de l'OLP. Le nationalisme est dans le meilleur des cas une impasse, et c'est d'autant plus patent au Proche-Orient où des populations inter-pénétrées, le peuple palestinien et celui de langue hébraïque, revendiquent le même territoire exigü.

Le désespoir suicidaire qui conduit de jeunes Palestiniens à se lancer

les mains nues contre les forces d'occupation israéliennes est le produit de décennies de provocations et d'humiliations racistes. Mais c'est aussi le résultat de l'absence d'une direction révolutionnaire. L'OLP prêche la confiance dans les régimes bourgeois arabes, lesquels ont traité les masses palestiniennes avec à peine moins de brutalité et de mépris que les dirigeants sionistes. Pendant 20 ans, l'enfer pour réfugiés de Gaza a été directement administré par l'Egypte. L'OLP n'a même pas essayé d'organiser les masses dépossédées de Gaza, et au lieu de cela, elle cherche à profiter de leur désespoir pour recruter à sa stratégie stupide de terrorisme individuel. En conséquence, on a vu ces dernières années la mosquée accroître son influence sur les masses palestiniennes.

ils dilapident un des plus riches potentiels pour une direction révolutionnaire dans l'Orient arabe. Les Palestiniens sont parmi les mieux éduqués et les plus cosmopolites des peuples de la région. Il n'y a pas d'issue progressiste au bourbier du Proche-Orient en deçà de l'internationalisme prolétarien, qui seul peut transcender l'affrontement de revendications nationalistes contradictoires.

Il faut faire exploser de l'intérieur l'Etat-forteresse sioniste par la lutte de classe révolutionnaire. Et il y a des brèches dans lesquelles il faut s'engouffrer, y compris dans le milieu chauvin de la population de langue hébraïque. Tous les Juifs israéliens ne veulent pas devenir des nazis. Cinquante adolescents qui devaient être incorporés dans l'armée israélienne, suivis la semaine dernière

séparades d'Israël a exprimé avec éloquence le désir de tolérance et de paix avec leurs voisins arabes musulmans. L'invasion du Liban et les pertes israéliennes ont provoqué la naissance du mouvement "La paix maintenant". Mais ces partisans de la "paix" excluent les Arabes, et ils sont fondamentalement attachés à la défense de l'Etat sioniste. Le 26 décembre, les 2000 manifestants qui ont défilé à Jérusalem à l'appel de "La paix maintenant" criaient "Le sionisme, ce n'est pas l'occupation!" Faux -- le sionisme a toujours signifié l'occupation, l'expansionnisme et l'expulsion des Arabes!

Au sein du régime sioniste, on parle beaucoup d'une attaque de rétorsion contre les "bases terroristes" dans la vallée de la Bekaa, pour faire diversion aux manifestations, "même si cela menace d'impliquer les Syriens eux-mêmes" (*Jerusalem Post*, 15 décembre 1987). Un conflit avec la Syrie pourrait facilement mener à une guerre mondiale. Les travailleurs de langue hébraïque doivent rompre avec le chauvinisme de leurs dirigeants sionistes s'ils veulent échapper au piège mortel que le sionisme leur a préparé. Les dirigeants sionistes ne bénéficieront pas d'un règne de mille ans: aucune de leurs politiques ne leur a encore apporté la "sécurité" pour laquelle ils assassinent et font la guerre. Mais ces fous furieux, qui se proclament "le peuple élu", sont parfaitement prêts à entraîner le monde entier avec eux, si leur bunker est menacé de destruction. Et ils en ont les moyens, comme l'a révélé le technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu, qui est en ce moment jugé et risque sa tête pour avoir courageusement révélé l'ampleur de l'arsenal nucléaire israélien.

La seule voie progressiste, au milieu de la mosaïque inextricable de peuples inter-pénétrés dans cette région, exige de transcender la logique meurtrière du nationalisme de tous bords, de forger des partis révolutionnaires trotskystes qui défendront le droit à l'autodétermination à la fois de la nation palestinienne et de la nation de langue hébraïque, au sein d'une fédération socialiste du Proche-Orient.

--Adapté de *Workers Vanguard* n°443



Moshe Milner/Sygnia

Jérusalem, 26 décembre -- La manifestation de "La paix maintenant" contre la répression dans les territoires occupés restait dans le cadre du sionisme.

Il y a là-dedans une double tragédie, car non seulement le nationalisme petit-bourgeois et pire encore la politique réactionnaire de la *djihad* ("guerre sainte") islamique ne font rien pour libérer le peuple palestinien du joug de l'oppression, mais en plus

par 100 réservistes, ont annoncé qu'ils refuseraient de servir en Cisjordanie et à Gaza. Des soldats en permission ont participé à des manifestations pour exiger le retrait d'Israël des territoires occupés. Le mois dernier, une conférence de Juifs

# Tunisie...

Suite de la page 4

faite sur une interprétation restrictive de la loi et dans le sens de *Fiqh* (doctrine coranique).

Le Code du statut personnel qui répondait à la nécessité de desserrer le carcan islamique pour jeter les femmes sur le marché du travail a également permis la libéralisation de l'avortement et la diffusion des moyens contraceptifs à un niveau inconnu dans certains pays occidentaux. Mais ces acquis, qui font que la situation des femmes tunisiennes est relativement unique au Maghreb, sont largement liés à l'existence dans ce pays d'un mouvement ouvrier fort d'une tradition d'indépendance à l'égard de l'Etat bourgeois. Fondamentalement, le bourgeoisisme a été incapable de réaliser l'égalité des droits, sans parler de l'égalité effective entre les sexes et n'a pas séparé la religion de l'Etat en dépit de ses appétits laïcisants. A l'époque de l'impérialisme, les bourgeoisies "nationales" sont trop faibles, trop liées aux métropoles impérialistes pour assumer les tâches démocratiques associées aux révolutions bourgeoises du XVIIIe siècle. Ces tâches incombent au prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir.

Marx, reprenant la formule du grand socialiste utopique Fourier, observait que c'est dans le statut des femmes que se reflète le plus clairement le progrès d'une civilisation, parce que l'oppression sexuelle, de toutes les formes d'oppression humaine, est la plus profondément enracinée, et sera très probablement la dernière à être éliminée. En tant que matérialistes, nous savons que ni l'égalité formelle devant la loi réalisée par les révolutions bourgeoises, ni le volontarisme individuel ne peuvent amener l'émancipation

véritable des femmes. L'institution de la famille est le véhicule social de l'oppression des femmes, et la famille doit être remplacée par d'autres institutions sociales afin de libérer les femmes de la réclusion dégradante et abrutissante dans les tâches domestiques ainsi que du moralisme réactionnaire qui cherche à justifier cette situation; et la base nécessaire pour cela, c'est une économie planifiée socialiste. Dans les pays qui n'ont pas connu de révolution démocratique bourgeoise, la question femmes ne signifie pas seulement libérer les femmes de leur statut d'"esclave de l'esclave"; c'est littéralement une question de vie ou de mort. C'est la Révolution bolchévique qui a jeté la base de ce qui est maintenant l'Asie centrale soviétique, en remplaçant les institutions islamiques qui opprimaient les femmes d'une façon abominable. A bas le voile! Pour la libération des femmes par la révolution socialiste! Comme l'écrivait le grand révolutionnaire russe Léon Trotsky: "Il n'y aura pas, en Orient, de meilleurs camarades, de meilleurs combattants pour les idées révolutionnaires et communistes que les femmes travailleuses" ("Perspectives et tâches en Orient", 1924).

## POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE!

Les prétendues gauches tunisiennes sont en train de donner le bénéfice du doute, sinon leur soutien, au nouveau bonaparte, le général Ben Ali, en espérant une libéralisation du régime. Cette libéralisation, si elle se fait, ce que le mouvement ouvrier et les révolutionnaires devront mettre à profit, ne pourra qu'être temporaire. La veulerie de la "gauche" et son attachement à la "révolution par étapes" qui l'entraîne à chercher un accord avec la bourgeoisie "nationale" la rend incapable d'offrir une réelle

perspective de lutte contre le régime bourgeois ou néo-bourgeois. Cette impotence chronique des stalinien ou des nationalistes de gauche ne peut que favoriser le MTI dont la démagogie populiste peut mobiliser les masses petites-bourgeoises démoralisées par le pourrissement de la société capitaliste.

Comme Trotsky l'expliquait à propos du Mexique: "Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'Etat. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manoeuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une

certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers" ("L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière", *Oeuvres*, tome 18). Mais la destruction du joug impérialiste, qu'il soit américain ou français, implique la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois et l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan. Seule la révolution socialiste pourra aussi remettre la terre à ceux qui la travaillent, unifier le Maghreb, mettre fin aux tentatives moyenâgeuses de réimposer la réclusion forcée des femmes et donner enfin un véritable contenu aux droits formels, au divorce et à l'avortement. Ces questions se posent avec urgence en Tunisie comme dans le reste de l'Afrique du Nord. Et des luttes combattives du prolétariat tunisien prenant résolument la tête de la nation opprimée créeraient une onde de choc non seulement dans tout le Maghreb mais aussi dans la Libye voisine. Pour une fédération socialiste du Maghreb! Mais pour cela, il faudra à sa direction un parti léniniste d'avant-garde, s'appuyant sur les meilleures traditions, toujours vivantes, du prolétariat tunisien et construit sur le programme trotskyste de la révolution permanente, le programme de la tendance spartaciste internationale. ■

**LE BOLCHEVIK**

Billancourt, Le Mans: les juges des patrons contre la CGT

Ils veulent casser les syndicats!

**LE BOLCHEVIK**

Le communisme, le meilleur placement d'avenir

Le krach de 87

## ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant *Spartacist*)  
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)  
Etranger: mandat poste international

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Ecrivez au Bolchévik:  
B.P. 135-10 - 75463 Paris cedex 10

# Action ouvrière pour écraser les fascistes!

Le tract ci-dessous a été diffusé par nos camarades de Lyon quelques jours après une manifestation du Front national (FN). L'activité de la racaille fasciste sur la ville ne s'est pas ralentie depuis. L'ex-terroriste OAS Pierre Sergent a tenu un meeting le 10 décembre. L'UNI a fait une descente sur la fac de Lyon 2 une nuit pour arracher toutes les affiches pro-grève ou les recouvrir, saccageant le local de l'UNEF-ID et démontrant ainsi sa volonté de s'attaquer à tout ce qui représente quelque chose d'organisé à "gauche". Le 16 décembre, Gollnisch, député FN, est venu en ville donner une "conférence".

On cherche en vain toute trace de protestation-manifestation des organisations de la classe ouvrière, sans parler de contre-offensive: leurs directions font preuve d'une passivité dangereuse, passivité qui ne peut que donner confiance à cette vermine. Plus que jamais la puissance de la classe ouvrière doit être mobilisée pour mettre un terme à ces activités fascistes!

Plus de mille personnes ont défilé le samedi 14 novembre [1987] dans les rues de Lyon derrière le Front national (FN) pour crier leur haine raciste antiarabe. Ce n'est pas un détail! Cette manifestation dénonçant "le racisme antifrançais" fait partie d'une campagne hystérique et raciste que le FN a lancée à partir de l'assassinat d'un policier municipal de Charvieu (banlieue-Est de Lyon). La mairie (RPR) a fait signer une pétition demandant "l'expulsion des étrangers dès leur premier délit" et un référendum pour "le rétablissement de la peine

de mort".

Cette campagne vise à terroriser les immigrés. Déjà des voitures ont circulé dans les quartiers immigrés pour crier "Allez chez vous, sales rats, sales Arabes". (Lyon Libération, 14-15 novembre [1987]). C'est un véritable climat de pogrom que la mairie de Charvieu et le FN développent. Après une telle manifestation, il faut s'attendre à ce que le FN fasse comme en avril dernier à la Croix-Rousse: une descente-rattonnade avec barres de fer et autres pistolets à grenaille. Détachements ouvriers/immigrés pour défendre les quartiers immigrés!

Le fascisme est un programme d'action pour expulser, blesser ou tuer les immigrés, pour attaquer la classe ouvrière, les Juifs et autres "anormaux", et non pas de "mauvaises idées". Et ce sont les gouvernements PS qui ont pavé la voie à la réaction et à Le Pen. Ce sont eux qui, depuis 83, ont lancé ce climat raciste en France. N'oublions jamais que Mauroy et Mitterrand ont cassé la grève de Renault-Flins en 83 en dénonçant les ouvriers immigrés, fer de lance de cette grève, comme "manipulés par les ayatollahs et Kadhafi"; l'été suivant, des dizaines d'immigrés (et des enfants en particulier) allaient tomber sous les balles des tueurs racistes, en uniforme ou non. L'hystérie antisoviétique déversée autour des mollahs afghans vendeurs de femmes et du "syndicat" de la CIA Solidarnosc n'a fait qu'augmenter le fumier sur lequel le FN a pu se développer.

Le procès Barbie avait été l'occasion pour les fascistes de Lyon de mettre en pratique leur programme:

menaces de mort contre les témoins du procès, croix gammées sur le mémorial aux Juifs, attaque du local des JALB, manifestation "Jeanne d'Arc" se terminant avec le chant "Maréchal, nous voilà", etc. Et ils continuent sur cette lancée. Chaque fois que cette racaille montre le bout de son nez, il devrait y avoir une réplique de masse. Les bataillons ouvriers devraient être mobilisés par milliers, dans les rues, pour défendre les minorités qui sont aujourd'hui les cibles des fascistes: les immigrés, les Juifs, les homosexuels... Demain, quand ils seront assez forts, c'est la classe ouvrière et ses organisations qu'ils attaqueront.

Mais les seules répliques offertes ne sont que les carnivals médiatiques inoffensifs de SOS-Racisme, des pressions sur les flics et l'Etat bourgeois raciste (comme la manifestation du printemps dernier, après l'attaque du FN sur la Croix-Rousse, qui s'était terminée devant le commissariat du 1er arrondissement), ou, maintenant, les shows télévisés. En effet, après Jospin, c'est Lajoinie qui a offert un show permettant à Le Pen de vomir sa haine raciste et anticommuniste. Aucune confiance dans l'Etat bourgeois! Ecrasons les fascistes! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

Quant aux pseudo-révolutionnaires, ils approuvent ces débats, que ce soit Lutte ouvrière (qui ne considère pas le FN comme fasciste!) ou la LCR: "Lajoinie a fait apparaître l'homme du détail" comme ce qu'il est, l'héritier de Pétain et de Hitler et le mercenaire du patronat" (Le Monde, 23 septembre [1987]). D'ail-

leurs, des militants LCR ont exprimé des désaccords: la cellule Renault-Cléon à Rouen a ainsi sorti un tract déclarant qu'"on ne discute pas avec les fascistes", de même que les JCR de Nanterre. Ces militants doivent comprendre que le soutien a-critique à SOS-Racisme, le vote Mitterrand ou la participation à toutes les campagnes antisoviétiques, amènent à approuver les discussions avec Le Pen.

Mais ce n'est pas non plus avec des actions aventuristes et minoritaires que l'on arrêtera les fascistes; en 1973, c'est la Ligue communiste qui a été dissoute après avoir vainement tenté d'attaquer avec ses seuls militants un meeting d'Ordre nouveau. Il n'y a qu'un seul programme capable d'en finir avec cette vermine, le programme trotskyste: il faut des mobilisations de masse de la seule force sociale capable d'écraser les fascistes, la classe ouvrière. En mai dernier, après une série de provocations fascistes sur Lyon, nous avons envoyé à plusieurs dizaines de sections syndicales ouvrières, d'organisations politiques et d'associations antiracistes, une lettre ouverte indiquant une telle perspective. Nous disions: "Ce n'est que la passivité, l'absence de riposte aux exactions de ses sbires, qui donne à Le Pen sa force. [...] Et aujourd'hui même une seule riposte, massive, des organisations ouvrières et antiracistes pourrait amener les terroristes fascistes à une prudence salutaire et pourrait servir d'exemple galvanisateur à tous les ouvriers et en particulier immigrés."

Lyon, le 16 novembre 1987  
Ligue trotskyste

## Le Pen...

Suite de la page 1

Peut-on douter qu'en France même des appels à se mobiliser pour faire rentrer la vermine fasciste dans son trou d'égoût resteraient sans écho parmi les travailleurs, la jeunesse, les immigrés, les Juifs, toutes les victimes désignées des pogroms lepénistes? Il y a dans ce pays beaucoup de gens décents qui auraient bien voulu, lundi 7 décembre 1987, que l'avion de Le Pen ne puisse pas non plus se poser à Orly et que le chef fasciste soit obligé d'aller demander l'asile politique chez Botha; beaucoup de gens qui pensent qu'il ne faut pas se contenter de s'indigner, et qui seront prêts à participer à des actions antifascistes concrètes, avec des objectifs précis. Et c'est la classe ouvrière organisée, avec sa puissance sociale, sa cohésion et sa discipline, qui devra être le fer de lance et la colonne vertébrale de ces mobilisations. Evidemment, ici l'objectif ne sera pas de bouter hors de France une poignée de députés lepénistes. Ce qu'il faut, ce sont des mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes!

Aujourd'hui, le principal obstacle à de telles mobilisations n'est pas un quelconque "manque de combativité" des travailleurs de ce pays, mais bien les dirigeants réformistes du PS, du PCF et des syndicats. Il y a quelques mois, ces lamentables "responsables" ont finalement été obligés de sortir la tête du sable et d'admettre, en paroles, que la menace fasciste était maintenant une réalité et qu'il fallait la combattre -- également et uniquement en paroles, parce qu'ils sont toujours contre toute action ouvrière sérieuse.

Sous les yeux du pays tout entier, le socialiste Jospin et le "communiste" Lajoinie ont donné une preuve supplémentaire de cette prostration affligeante en allant devant les caméras de télévision se faire couvrir d'injures et de crachats par Le Pen. Evidemment, le chef de bandes fascistes était ravi de montrer ainsi sa puis-

sance en vomissant impunément sa haine sur des dirigeants des deux grands partis ouvriers. On ne discute pas avec les fascistes, on les combat!

Aujourd'hui, Jospin a franchi un pas supplémentaire en prenant publiquement la défense de Le Pen contre les antifascistes antillais, allant jusqu'à exiger du ministre de l'Intérieur Pasqua qu'il soit "sans indulgence contre cette atteinte à la libre circulation [de Le Pen], même si les motifs de l'intervention

-- tout cela sous prétexte de défendre la "liberté de circulation" et le "droit d'expression" de ce fasciste.

De leur côté, le 19 décembre dernier à Amiens, les responsables du PCF, se refusant à mobiliser les travailleurs de la région, ont laissé parader en toute impunité dans les rues de la ville un millier de fascistes, encadrés par un commando de nervis casqués et en tenue paramilitaire. Le but des sbires du Front national était d'intimider et de provoquer



Philippe Giraud/Gamma

Fort-de-France, le 6 décembre dernier -- Les antifascistes antillais renvoient Le Pen dans son trou.

(des Antillais) paraissent. justes et nobles" (déclaration à TFI le 7 décembre 1987, l'Humanité, 8 décembre 1987). C'est monstrueux, et ce n'est pas une "bavure" mais un programme de gouvernement: le premier secrétaire du PS déclare à l'avance que si son parti revient au pouvoir cette année, il n'hésitera pas à envoyer les flics contre des manifestants qui voudraient empêcher Le Pen de lancer ses appels à la rattonnade, au pogrom, au meurtre

les immigrés qui devaient ce jour-là élire des "conseillers municipaux" à "voix consultative", une "élection" organisée par la mairie PCF (une parodie de "démocratie" ségréguée qui ne peut pas faire oublier que la direction chauvine du PCF est contre la revendication démocratique élémentaire des pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille). Mais si l'élection était bidon, le danger fasciste était,

lui, bien réel. Et le maire PCF d'Amiens, qui avait négocié avec la préfecture le parcours du défilé raciste, a fait confiance aux flics pour protéger les immigrés (et sa mairie) -- ces mêmes flics qui ont encore sur les mains le sang de Lucien Barbier, le militant communiste assassiné il y a un mois! Cette passivité criminelle ne peut qu'enhardir encore Le Pen et ses troupes.

De 1981 à 1986, c'est la politique antiouvrière, anti-immigrés et antisoviétique menée par le front populaire du "10 mai" qui a pavé la voie aux fascistes. Un nouveau front populaire en 88, une nouvelle alliance de collaboration de classe derrière un Mitterrand ou un Rocard, ne saurait aucunement "barrer la route aux fascistes", comme cherchent à le faire croire ces charlatans de l'"extrême gauche" domestique de Mitterrand dont la LCR de Krivine représente le type le plus achevé. Bien au contraire, un nouveau gouvernement de front populaire serait l'adversaire le plus acharné de toute vraie mobilisation antifasciste.

C'est Jospin lui-même qui l'affirme, et il faut le croire. S'il a le cynisme de proclamer cela bien haut dès maintenant, c'est qu'il doit absolument convaincre la bourgeoisie qu'elle peut faire confiance aux dirigeants du PS pour se charger une fois encore du "sale boulot" contre les travailleurs et tous les opprimés. Il faut rompre avec le cycle infernal front populaire-réaction! Il faut lutter pour un véritable gouvernement ouvrier qui arrachera le pouvoir des mains de la bourgeoisie et entreprendra la reconstruction socialiste de la France!

La lutte contre le fascisme est un combat sans merci. Pour en sortir victorieux, le prolétariat de ce pays doit rejeter impitoyablement la passivité fataliste, les illusions dans le front populaire, dans l'Etat bourgeois, ses flics, sa "justice" et son "ordre républicain", ces illusions mortelles avec lesquelles ses directions réformistes l'empoisonnent chaque jour. Des mobilisations antifascistes victorieuses, comme celles des Antillais, sont un des meilleurs contrepoisons. ■

# Gorbatchev...

Suite de la page 16

était à peine sèche que Reagan menait déjà une campagne vigoureuse pour le renouvellement de l'aide à ses tueurs *contras*. La Maison-Blanche produisit un traître nicaraguayen, l'ancien commandant de l'armée sandiniste Roger Miranda Bengoechea, et lui fit débiter des histoires à dormir debout sur de prétendus plans nicaraguayens pour conquérir l'Amérique centrale avec le soutien des Soviétiques. Le Congrès a autorisé 14 millions de dollars d'aide aux *contras* (et non 8 millions comme il a été souvent annoncé) et la livraison des cargaisons d'armes "déjà achetées". Enhardis par ces mesures, les *contras* lançaient, le 20 décembre dernier, une attaque sanglante contre Bonanza, Rosita et Siuna, trois villes situées dans la jungle au nord-ouest du Nicaragua et où se trouvent des mines d'or et d'argent. La date de ces attaques avait été choisie pour que les *contras* puissent se retirer sous la protection d'une trêve de Noël (que d'autres forces *contras* ont allégrement violée). Les habitants implorèrent ces "combattants de la liberté" de ne pas détruire leurs installations minières. La réponse des *contras* fut 19 villageois tués et presque une centaine d'autres blessés (*New York Times*, 25 décembre 1987).

L'accroissement de la pression contre le Nicaragua a éclairé les tensions au sein des nationalistes petits-bourgeois du régime sandiniste. Le ministre de la Défense, Humberto Ortega, a annoncé un projet d'incorporation de 600 000 Nicaraguayens dans l'armée et dans la réserve. Cela signifierait que pratiquement tous les Nicaraguayens adultes valides, hommes et femmes, seraient armés, ce qui constituerait un formidable obstacle à une invasion et une occupation du pays par les Etats-Unis. Son frère, le président Daniel Ortega, s'est empressé de déclarer qu'il s'agissait seulement d'une "proposition". Mais il a lancé cette mise en garde: "Que la droite tremble devant la justice administrée par notre peuple." Les masses nicaraguayennes, a-t-il ajouté, pourraient "inviter ceux qui ont de la propriété et des richesses à les livrer aux travailleurs" (*New York Times*, 17 décembre 1987). Managua a rompu les négociations pour un cessez-le-feu avec les *contras*, engagés sous les auspices du plan de "paix" du président Arias. Et au Salvador voisin Ferman Cienfuegos, dirigeant de la guérilla, déclarait: "Désarmer serait une stupidité politique [...]. Ils nous anéantiraient. Il y aurait un bain de sang."

A propos de l'Afghanistan, Gorbatchev a claironné qu'il était disposé à conclure un accord pour le retrait des troupes soviétiques et la constitution d'un "gouvernement de réconciliation nationale" où figureraient des représentants des féodaux soutenus par la CIA. C'est littéralement au moment où Reagan reconduisait Gorbatchev que le dirigeant soviétique a déclaré que, dès que les Etats-Unis annonceraient l'arrêt des livraisons d'armes aux rebelles islamiques, les troupes soviétiques s'abstiendraient d'engager des opérations militaires. Il fallut attendre deux semaines après le sommet pour que le Département d'Etat prenne acte de la proposition de Gorbatchev, en prétendant que les responsables américains étaient "fatigués" et que sur le moment ils n'avaient pas "complètement saisi" cette déclaration. Mais Washington n'est pas intéressé à "négocier" sur l'Afghanistan, parce que Reagan — fermement soutenu par les Démocrates — veut que le sang des soldats soviétiques continue de couler. Ils se disent qu'avoir des milliers de réactionnaires afghans disposés à mener une "guerre sainte" contre le communisme pendant que l'Occident accentue sa propagande sur les "droits de l'homme", c'est trop beau pour qu'on s'en prive.

De fait, il sera difficile pour les bureaucrates de Moscou — qui depuis l'époque de Staline ont bradé une multitude de luttes révolutionnaires, dans le monde entier, dans leur quête d'un *modus vivendi* avec l'impérialisme

— d'arriver à un accord avec des forces tellement réactionnaires que certaines d'entre elles considèrent le roi d'Afghanistan détrôné comme une espèce de marionnette des communistes. Et les efforts de Gorbatchev pour conclure un marché avec les mollas et leurs parrains de Washington, au lieu de balayer les *moudjahidines*, ont déjà prolongé inutilement la guerre, provoquant une impatience croissante en Union soviétique même. Le 26 décembre à Moscou, contre l'intervention soviétique en Afghanistan avait lieu une manifestation dont 16 participants furent arrêtés. Et ce qui est pire, c'est que les chefs du Kremlin pourraient bien retirer effectivement leurs troupes, laissant le champ libre pour le massacre des militants de gauche, des ouvriers, des femmes et en fait de tous ceux qui vivent à l'occidentale — sans compter la menace sur le flanc sud vital, de l'Union soviétique.

Le statut des femmes est partout un indicateur du progrès social, et en Afghanistan l'Armée rouge protège, contre les réactionnaires islamiques sanguinaires, les femmes qui pour la première fois ont la possibilité de se libérer de l'oppression médiévale. Un article paru dans le *Toronto Star* du 29 novembre dernier détaillait un certain nombre des acquis dont bénéficient les femmes sous le gouvernement soutenu par les Soviétiques, dont "la liberté de s'habiller comme elles le veulent, de travailler dans l'administration, de s'engager dans les forces armées et d'autres institutions". L'article cite une combattante de 26 ans, le "commandant Roziya": "Je commande 5 000 membres de la tribu Tajik, dont un millier sont armés. Je porte en général ma Kalashnikov, mais je sais me servir d'un pistolet, d'un fusil, de grenades et de toutes les autres armes [...]. J'apprécie les Russes. Ils nous aident." Et le secrétaire général du Conseil des femmes panafghan indiquait qu'il y a maintenant des milliers de femmes qui travaillent dans les usines, dans les services du gouvernement, dont certaines à un niveau élevé dans le parti au pouvoir: "Avant la révolution, les femmes n'avaient pas la possibilité d'accéder à des postes aussi importants. La majorité des étudiants sont des femmes ou des jeunes filles. Il y a aussi 15 000 femmes dans l'armée afghane." Tout retrait soviétique qui mettrait en danger les réformes limitées réalisées actuellement serait une trahison sanglante des femmes afghanes. Victoire à l'Armée rouge! Etendez les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans!

## LA VOIE VERS LA PAIX

Le seul résultat tangible du sommet de Washington a été la signature du traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI), lequel était déjà conclu et stipule la destruction de tous les missiles à courte et moyenne portée. Il s'agit principalement des SS-20 soviétiques et des Pershing 2 américains, lesquels peuvent frapper Moscou seulement six à huit minutes après leur lancement. Pour Gorbatchev, ce traité est rien moins qu'"une date qui marquera la frontière séparant l'ère du risque croissant de guerre nucléaire de l'ère de démilitarisation de la vie humaine" (*le Monde*, 10 décembre 1987). De concert avec les stalinien, les pacifistes libéraux ont poussé un soupir de soulagement: le *Bulletin of the Atomic Scientists* a même retardé de trois minutes les aiguilles de son "horloge de l'Apocalypse", de minuit (l'anéantissement nucléaire) moins trois à minuit moins six. En fait, cette soi-disant "option zéro" avait été conçue à l'origine par l'administration Reagan dans un but de propagande, l'accord étant tellement défavorable aux Soviétiques qu'ils auraient dû le refuser.

Le traité FNI stipule que les Soviétiques doivent détruire quatre ogives nucléaires pour une ogive américaine. Les armes qui doivent être détruites ne représentent cependant qu'une fraction minuscule des arsenaux nucléaires. Plus sérieuse serait la proposition pour un traité de réduction générale de 50% des armes stratégiques (START), censé constituer

le plat de résistance d'une prochaine visite de Reagan en URSS. L'élimination de la moitié de la flotte de missiles soviétiques pourrait signifier un affaiblissement qualitatif de son effet dissuasif, et être pour les cow-boys nucléaires de Washington une incitation à déclencher une première frappe. C'est précisément le rêve obsessionnel de retrouver une capacité de première frappe qui est derrière le programme de "guerre des étoiles" de Reagan. Là-dessus aussi Gorbatchev a donné son accord au cours du sommet, acceptant que les termes du traité autorisent des essais en vraie grandeur d'armes spatiales. Il est possible que les stalinien parient sur le désarroi de l'administration Reagan, les réticences du Congrès à abroger le traité ABM et le grand nombre d'inconnues technologiques du projet de guerre des étoiles. Mais aucun militaire sérieux ne jouerait la défense de l'Union soviétique là-dessus.

L'histoire de ce siècle a montré que la voie de la guerre est pavée de conférences de "désarmement". Comme l'a noté dans un récent article du *New York Times* (21 décembre 1987) un commentateur bourgeois, Richard Haas de la Kennedy School de Harvard: "La rivalité [soviéto-américaine] n'est pas un problème qui peut être résolu: c'est une situation qui peut seulement être aménagée en partie [...]. A l'exception temporaire du traité ABM de 1972, à la suite duquel les dépenses de recherche sur la défense contre les missiles ballistiques ont diminué pendant plusieurs années, tous les grands accords de limitation des armements ont stimulé les dépenses militaires." La seule raison pour laquelle la période d'après 1972 a été une exception, c'est le "syndrome vietnamien", le dégoût de la population envers le militarisme américain, qui était le produit de la longue guerre coloniale perdue contre le peuple vietnamien, dont la victoire (acquise au prix d'immenses sacrifices) a donné le temps aux Soviétiques d'atteindre un équilibre nucléaire approximatif avec les Américains. Et la "rivalité" entre les Etats-Unis et l'Union soviétique est une lutte entre des intérêts de classe et des systèmes sociaux inconciliables. Pour les marxistes, c'est un axiome: au bout du compte, ou le socialisme triomphera ou le capitalisme précipitera le monde dans la barbarie.

Au cours de la cérémonie de signature du traité FNI, Gorbatchev a cherché à se couvrir en se référant à V.I. Lénine, le dirigeant de la révolution d'Octobre. Il a déclaré: "Nous nous souvenons aussi d'un autre concept de son désarmement, un monde sans armes ni violence." Les bolchéviks de Lénine croyaient assurément à la paix mondiale, mais ils savaient que cela ne pourrait arriver qu'à travers la révolution ouvrière internationale. En 1916, en pleine Première Guerre mondiale, Lénine écrivait: "Notre programme de paix, enfin, doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste ne peuvent pas nous donner une paix démocratique. Il faut la chercher et tâcher de l'obtenir, non pas en regardant en arrière, vers l'utopie réactionnaire d'un capitalisme non impérialiste ou d'une alliance de nations égales en droits au sein du régime capitaliste, mais

en s'orientant en avant, vers la révolution socialiste du prolétariat" ("A propos du 'Programme de paix'", mars 1916, *Oeuvres*, tome 22). Les bolchéviks ont réalisé leur programme avec la révolution d'Octobre et la formation de l'Internationale communiste. Mais tout en reconnaissant la nécessité de conclure des accords avec les puissances impérialistes tant qu'elles continuent à exister, le régime soviétique révolutionnaire ne prétendit jamais que cela aboutirait à autre chose qu'à une trêve de courte durée.

Le programme illusoire de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme n'a pas commencé avec Khrouchchev mais avec Staline, comme corollaire de son projet de construire "le socialisme dans un seul pays". Et ce programme a toujours été une menace pour l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Mais avec le va-t-en-guerre Reagan à la Maison-Blanche, de telles illusions dans la "détente" deviennent ridicules. C'est l'homme qui s'était échauffé pour une allocution radiodiffusée avec cette tristement célèbre "plaisanterie": "Chers concitoyens, j'ai le plaisir de vous déclarer aujourd'hui que j'ai signé une loi qui interdira la Russie pour toujours. Nous commençons le bombardement dans cinq minutes." Cette réflexion exprime crûment le but de l'impérialisme: "refouler" la révolution d'Octobre, si nécessaire au moyen d'une guerre nucléaire. Richard Pipes, haut conseiller de la Maison-Blanche, déclarait peu après l'arrivée de Reagan aux affaires que l'Union soviétique avait le choix entre "changer le système communiste en direction de l'Occident ou aller vers la guerre".

Ce programme d'exportation de la contre-révolution n'est pas nouveau, ni même propre aux Républicains. Dans sa brochure *The Road to Peace* (novembre 1951), le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon, à propos de la politique du Démocrate Truman pendant la guerre de Corée, écrivait: "Ils exigent de l'Union soviétique et de la Chine révolutionnaire qu'elles cessent d'exister sous la forme où elles sont présentement organisées." Il continuait: "L'objectif ultime n'est rien moins que le renversement de l'Union soviétique, son dépeçage et le rétablissement de la propriété privée et du système des propriétaires fonciers, renversés par la révolution en 1917. En tant que puissance impérialiste mondiale numéro un, les Etats-Unis sont conduits à inclure tous ces objectifs dans leur programme. C'est pour cela que travaille leur diplomatie, et c'est pour cela qu'ils s'arment."

"Les sermons pacifistes ne les feront pas dévier de leur course. Le bavardage pseudo-sérieux sur 'le caractère nécessaire et souhaitable de la coexistence pacifique' peut tromper et désarmer les travailleurs et les gens sincères mais non réalistes qui pensent que l'on peut acheter les bienfaits de la paix avec ce mot d'ordre éculé. Mais la paix ne peut pas être garantie de cette manière." Et Cannon concluait: "Les travailleurs et les peuples coloniaux ne connaîtront la paix que quand ils seront eux-mêmes au pouvoir, et qu'ils utiliseront ce pouvoir pour la conquérir et la faire pour eux-mêmes. C'est la voie de Lénine. Il n'y a pas d'autre voie vers la paix."

— Traduit de Workers Vanguard n°443

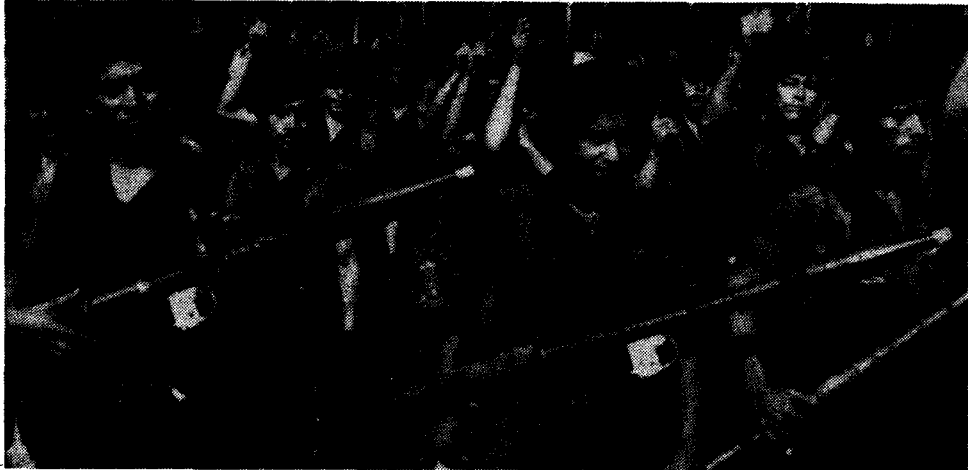
Pourquoi l'économie collectivisée de l'Union soviétique, malgré la dégénérescence bureaucratique stalinienne, constitue la base de la construction du socialisme. Cette brochure réfute les diverses théories antimarxistes des maoïstes, de la "nouvelle gauche" et des partisans du "troisième camp", reflet idéologique de l'hostilité de l'impérialisme mondial vis-à-vis de l'URSS.

12 F port inclus  
Ecrire au Bolchévik  
BP 135-10, 75463 Paris cedex 10

Pourquoi  
l'URSS  
n'est pas  
capitaliste

Ligue trotskyste de France  
tendance spartaciste  
internationale

## Pendant que les terroristes contras frappent au Nicaragua et en Afghanistan



Der Spiegel

Du Nicaragua à l'Afghanistan, l'impérialisme US continue d'armer ses tueurs contras.



SIPA

# Gorbatchev parle de "paix" avec Reagan-la-guerre

Ca ressemblait presque à un voeu de Noël soudain exaucé: la paix sur la terre et la concorde entre les hommes. On voyait Rambo Reagan, souriant, serrer la main au chef de l'"empire du mal" soviétique, plaisanter avec lui et porter des toasts à la paix et au désarmement. Et les habitants de Washington, qui étaient restés sur le bord de la route pendant des jours entiers pour apercevoir un instant le dirigeant soviétique, applaudirent quand Gorbatchev descendit de sa limousine ZIL pour aller à leur rencontre, en chair et en os. Des gosses, juchés sur les épaules de leurs pères, agitaient d'une main le drapeau américain et de l'autre le drapeau rouge soviétique.

Aux yeux des irréductibles de l'ultra-droite, le spectacle des fonctionnaires du ministère du Commerce décrochant le grand blason des Etats-Unis pour le remplacer par un emblème portant la bannière étoilée mêlée à la faucille et au marteau a dû paraître sorti tout droit du feuilleton télévisé anticommuniste "Amerika". Jeane Kirkpatrick avait mis en garde Reagan de ne pas "abandonner toute une vie de prudence quant à ce que sont les communistes et comment nous devons traiter avec eux" -- à savoir que le seul bon communiste est un communiste mort. La veille de l'arrivée de Gorbatchev, les sicristes avaient organisé une manifestation de 200 000 personnes. Mais cette fois-ci, les anti-Russes indécorables étaient isolés, et seuls des gens d'extrême droite comme Howard Phillips se sont lamentés que Reagan serve d'"idiot utile pour la propagande du Kremlin".

Commencée avec la diffusion d'"Amerika", l'année 1987 s'est terminée avec Mikhaïl et Raïssa Gorbatchev sur tous les écrans de télévision, chantant des couplets de la chanson russe "les Nuits de Moscou" à la Maison-Blanche. Cela dit bien à quel point la bonne étoile de l'administration Reagan a pâli. Le *Philadelphia Inquirer* du 11 décembre dernier remarquait que "L'Amérique le compare [Gorbatchev] non seulement à ses branlants prédécesseurs mais aussi à leur propre président, de vingt ans l'aîné de M. Gorbatchev, et qui est si clairement au crépuscule de sa carrière". En fait, d'après un

sondage réalisé par le *Washington Post* et la chaîne de télévision ABC après le sommet, il y avait davantage d'Américains à avoir une opinion favorable de Gorbatchev que de Reagan. Un Républicain conservateur expliquait en plaisantant: "La bonne nouvelle, c'est que Gorbatchev a quitté la ville et n'a pas remporté la nomination pour l'élection présidentielle".

L'euphorie populaire autour du sommet Reagan-Gorbatchev a démontré combien la mentalité anticommuniste à la Rambo est superficielle dans la population américaine. L'écrasante majorité des gens désire des relations pacifiques avec l'Union

de guerre nucléaire qui pèse sur l'humanité. L'Union soviétique doit construire et déployer les armements qu'elle estime nécessaires sans entraver la défense de la patrie de la révolution d'Octobre avec des accords de "limitation des armements" avec son implacable ennemi impérialiste.

Derrière l'euphorie, il y a un conflit fondamental: les staliniens du Kremlin veulent la *coexistence*, les impérialistes veulent la *contre-révolution*. Une semaine seulement avant l'arrivée de Gorbatchev, Reagan dénonçait la "tyrannie communiste" dans un discours devant l'Heritage Foundation, une association ultra-réactionnaire. Avant le sommet, Reagan déclarait

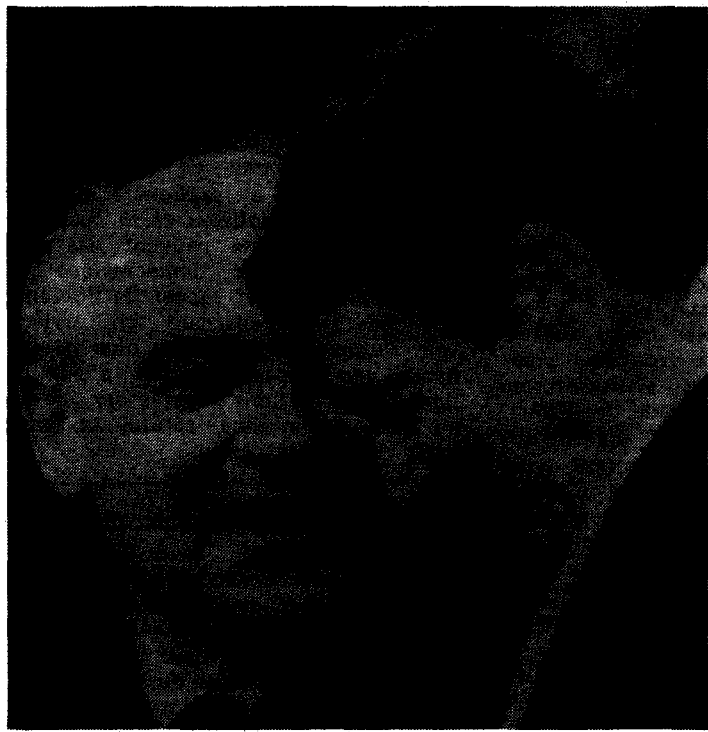
de Nevada. Moscou répliqua en effectuant quelques jours plus tard à son tour un essai.

Depuis 70 ans -- sous les administrations Républicaines et Démocrates, dans les périodes de guerre froide comme de "détente" (qui a été le mot tabou à Washington pendant la plus grande partie de la présidence Reagan) --, l'impérialisme américain et ses alliés n'ont pas dévié de leur but: renverser cette révolution ouvrière qui a ébranlé le monde. Depuis le corps expéditionnaire américain envoyé à Arkhangelsk en 1918 pour étouffer l'Etat ouvrier soviétique nouveau-né jusqu'au déploiement, aujourd'hui, des égorgeurs *contras* au Nicaragua et en Afghanistan, les dirigeants impérialistes continuent à mener une guerre sanglante contre l'URSS. Il n'y aura pas de paix sur cette planète jusqu'à ce que l'exploitation capitaliste, la source de la guerre impérialiste, soit extirpée. La voie de la paix passe par la défense et l'extension des acquis d'Octobre par la révolution socialiste mondiale.

### AFGHANISTAN, NICARAGUA: ECRASEZ LES CONTRAS DE REAGAN!

A Washington, la bureaucratie du Kremlin a signifié une fois de plus qu'elle était disposée à sacrifier les révolutions des autres sur l'autel de la "coexistence pacifique". Gorbatchev aurait déclaré à Reagan que l'Union soviétique supprimerait son aide militaire au régime sandiniste assiégé au Nicaragua -- limitant les livraisons d'armes à des "armes légères pour les tâches de police" -- si les Etats-Unis arrêtaient d'aider les *contras*. Cela représenterait une trahison de la révolution nicaraguayenne, pour laquelle plus de 50 000 ouvriers et paysans ont déjà donné leur vie. Le Nicaragua est confronté à un chapelet de bases et d'aérodromes américains juste de l'autre côté de la frontière du Honduras, et il est assiégé par les terroristes mercenaires de la CIA qui frappent depuis le Honduras et le Costa Rica. La suppression de l'aide soviétique, qui est vitale, serait un feu vert aux fauteurs de guerre US.

L'encre du traité sur les missiles  
Suite page 15



Reuter

Gorbatchev veut la coexistence, Reagan la contre-révolution.

soviétique. Mais les va-t-en-guerre nucléaires cinglés qui dirigent l'empire américain sur le déclin n'ont pas de telles intentions. S'ils sont disposés à limiter certaines armes nucléaires existantes (en particulier si elles sont soviétiques), c'est parce qu'ils sont eux-mêmes en train de développer comme des forcenés de nouveaux systèmes d'armes. La "limitation des armements" est une tromperie; elle ne réduit aucunement la menace

que le dirigeant soviétique ferait mieux d'arriver prêt à "marchander" sur les "questions régionales" comme l'Afghanistan et le Nicaragua. Mais quand Gorbatchev eut obligeamment assoupli ses propositions pour un retrait soviétique de Kaboul et proposé de supprimer l'aide militaire à Managua, Reagan fit semblant de ne pas avoir entendu. Et le sommet à peine terminé, le Pentagone faisait sauter une bombe nucléaire dans le désert